

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 21, DIM 22, LUN 23 AVRIL 1979 - N° 900

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

23^e congrès du PCF : la sanction d'un échec

L'ultime phase de préparation du 23^e congrès du PCF va se dérouler en cette fin de semaine et la semaine prochaine, avec la tenue des conférences fédérales. Depuis les conférences de section, il y a deux semaines, la lourde machine à épurer les points de vue critiques s'est mise en marche, pour aboutir à un 23^e congrès dont on sait par avance ce que sera le contenu.

A l'évidence, ce 23^e congrès ne se présente pas pour la direction tel qu'elle l'aurait souhaité avant les élections. Il ne s'agit pas d'un congrès de victoire, mais au contraire d'un congrès dont le but essentiel sera de tenter de résorber les interrogations et les contradictions apparues depuis l'échec de mars 78. Pour ce faire, la direction est contrainte de manœuvrer en recul sur ce qui reste pourtant le fondement même de sa tactique, l'union de la gauche. Les termes de la contradiction inhérente au projet même du PCF sont clairement posés : d'un côté l'union de la gauche lui est *indispensable* pour espérer participer au pouvoir et aller plus avant dans l'application de son projet politique, et d'un autre côté il lui faut prendre en compte que cette union de la gauche, patiemment construite depuis 15 ans, a fait faillite en quelques mois. C'est un cadavre que cherche à ressusciter le PCF.

Le thème de «l'union à la base», tel qu'il va être mis en avant par le 23^e congrès, ne doit tromper personne, pas plus que les pseudo-autocritiques sur une «union au sommet» génératrice d'illusions.

Profitant du temps relativement long qui nous sépare des prochaines législatives, le 23^e congrès ne va finalement que tenter de reconstruire ce qui a fait si clairement, si explicitement faillite. Pour ce faire, la direction développe une tactique en trois temps. D'abord, refaire les forces du PCF, durement érodées après mars, en s'appuyant pour cela sur une campagne antieuropéenne dont le but essentiel est de rallier à lui tout ce qui est sensible au nationalisme et au chauvinisme. Ensuite, tenter de se refaire un visage de gauche, en attaquant la social-démocratie, en ressortant la vieille idée de l'union à la base et dans les luttes, en exhibant le thème de l'autogestion. Mais ces deux phases ne sont finalement destinées qu'à en préparer une troisième : ce que veut la direction du PCF, c'est se donner les moyens d'être à même de peser d'un poids plus lourd sur le PS, quand, à l'approche des échéances électorales, sera venu de marchander à nouveau des places et des moyens dans un éventuel gouvernement de gauche.

Il ne sera pourtant pas question de ce marchandage là au 23^e congrès. Dévoiler ses plans consisterait pour la direction du PCF à aviver des plaies encore ouvertes, et donc à accroître des contradictions pourtant bien profondes.

Même s'il n'en sera question qu'au détour de discours, ou par périphrases, la contestation sera bien présente au 23^e congrès. Elle est trop forte, elle a trop d'ampleur pour que la direction puisse la négliger. De ce point de vue, force est de constater qu'aucune des questions soulevées par les premiers oppositionnels en avril 1978, n'a été résolue : il en est ainsi du fonctionnement interne, dont les nouveaux statuts n'annoncent aucune modification de fond, il en est ainsi des rapports avec l'URSS, dont le bilan, pour la direction, reste «globalement positif». Mieux encore, de nouveaux thèmes de contradictions sont apparus : par exemple la manière dont le PCF se comporte vis-à-vis des mouvements de masse, le chauvinisme et le nationalisme dont il fait preuve dans sa campagne antieuropéenne. Aujourd'hui, c'est par milliers qu'il faut compter les militants qui se déclarent ouvertement opposés à leur direction.

La contestation a trop d'ampleur pour disparaître après le 23^e congrès. Les contradictions sont trop profondes pour qu'elles puissent être résolues au travers de l'unité factice qui ressortira de ce congrès. Souvenons-nous de ceux qui, au printemps dernier prophétisaient une remise en ordre rapide et sans trop de heurts. Ceux-là minimisaient l'ampleur de la crise ouverte dans le PCF. Souvenons-nous aussi de tous ces militants du PCF qui ont fait de ce 23^e congrès un test dans leur lutte interne.

Plus que jamais, au moment où la direction tente de vêtir d'habits neufs son déjà vieux projet, nous devons mener le débat politique avec les travailleurs et les militants de base du PCF, en leur tendant une main fraternelle.

Nicolas DUVALLOIS

Des résidents de foyers Sonacotra expulsés par les flics, un projet de loi à l'Assemblée nationale, des propos télévisés de Giscard...

GRAVES MENACES CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS



Unité de la classe ouvrière contre la répression et le chômage !

Une exemple d'unité de combat de la classe ouvrière : la grève à Renault, en juin 1978.

Lire en page 4

SIDERURGIE

- Fos-sur-Mer : production bloquée
Journée portes ouvertes dimanche
- Denain : production sérieusement diminuée
- Dunkerque : poursuite de la grève

Lire en page 3

Peugeot-Citroën et Renault intéressés par la Lorraine ?

Mercredi, Giscard annonçait que «le gouvernement prendrait en considération le projet le plus favorable pour la Lorraine, en tenant compte des intérêts de l'industrie française». Jeudi, on apprenait que Peugeot-Citroën et Renault proposaient la création de 6 200 emplois, d'ici 1983... Peugeot y met deux conditions : que Ford soit définitivement évincé, et que les avantages qu'on lui donnera soient les mêmes que ceux promis à Ford... 6 200 emplois, c'est peu, face aux 20 000 licenciements en cours. Sans compter que tout cela n'est pour l'instant que sur le papier, que l'expérience montre qu'au bout du compte, les chiffres fondent, et que les créations d'emploi sont bien souvent de simples déplacements d'emplois...

Düsseldorf (RFA)

Scandaleux acquittement de quatre tortionnaires des camps nazis

Au terme d'un procès qui dure depuis plus de trois ans, trois gardiens et un «médecin» du camp de concentration de Maidanek viennent d'être acquittés par la Cour d'assise de Düsseldorf. Malgré 300 témoins entendus, qui ont formellement reconnu les accusés et qui ont raconté comment dans ce camp au moins 250 000 juifs ont été exécutés par balle ou pendus ou gazés ou noyés ou étranglés, malgré l'horreur de ces crimes, les quatre bourreaux ont été acquittés.

Le procureur avait osé prétendre que «la preuve de leur vraisemblable culpabilité n'avait pu être apportée». Comme la défense était assurée par un ancien procureur nazi...

Ce verdict honteux a soulevé de vives protestations du public et de manifestants qui criaient : «Nous exigeons la déchéance du tribunal». «Ils multiplient les interdictions professionnelles mais ils ne font rien contre les nazis».

L'EXPRESS

Quand un nouveau philosophe rencontre Dieu

Passée de mode, la «nouvelle philosophie» tente de refaire surface avec le publication prochaine d'un nouveau livre de Bernard-Henri Lévy, «Le Testament de Dieu». L'Express aide à la promotion de ce nouveau livre, où notre nouveau philosophe, toujours en guerre contre le marxisme, fait une découverte vieille de quelques milliers d'années : l'idée de Dieu. Nous présentons quelques extraits de l'interview de B.H. Lévy à L'Express.

(...) Le totalitarisme sous toutes ses formes — idéologiques, politiques, sociales — est lié à ce formidable ébranlement que Nietzsche a appelé «la mort de Dieu». Dieu est comme un cadavre dans le corps de tous les hommes de ce siècle. Refoulé, il fait retour, notamment, dans la forme du totalitarisme. Nous n'avons jamais été aussi peu libres que depuis que nous ne croyons plus. C'est la découverte qu'avec Dostoïevski a faite toute la littérature moderne. S'il n'y a plus de péché, c'est l'âme qui est le crime. S'il n'y a plus de rédemption, c'est la vie qui est l'expiation. Mais, dans ce livre,

j'ai essayé, une fois, de définir une attitude de résistance possible, une morale concrète de résistance au phénomène totalitaire. Tenant pour acquise la critique du totalitarisme et de sa forme la plus exaspérée, le marxisme, je pose la question : quel espoir resta-t-il d'y échapper ? Comment résister à la maladie totalitaire ? (...)

(...) Le marxisme est même la première philosophie, dans l'histoire de l'Occident, à affirmer qu'il n'y a point d'autre critère que celui de la pratique. La pratique, critère du réel, joue le rôle de la révélation dans la religion monothéiste. A ceci près que le critère de la révélation ne tue pas, tandis que le critère de la pratique est assassin. «La preuve du pudding, c'est qu'on le mange» disait Engels. Jamais un juif ou un chrétien n'a dit une chose pareille !

(...) Le plus grave dans les pensées totalitaires modernes, et notamment le marxisme, c'est le culte de l'Histoire souveraine, ordonnatrice des pompes et des douleurs, des supplices et des joies de l'humanité, instance maîtresse à laquelle les hommes doivent se plier et face à laquelle

il n'y a pas de recours. Cette superstition historicienne, que l'on trouve d'ailleurs aussi bien à gauche qu'à droite, est celle qui a induit plus de meurtres et de morts dans l'Histoire. Contre cette conception, il n'y a pas d'autre remède que l'opiniâtreté à dire non, qu'a manifestée pendant deux millénaires le peuple de la Bible, en définissant un principe de la transcendance, qui non seulement n'est pas jugé par l'Histoire, mais qui la juge. Résister, c'est peut-être d'abord résister à l'Histoire elle-même, dénoncée comme contresens, aberration et immémoriale méprise.

(...) L'un des buts de ce livre est précisément de montrer que le débat sur l'Etat, sur le Pouvoir n'est plus la question majeure de ce temps. Face au culte superstitieux de l'Etat, mon souci est de minimiser le politique. Il faut remettre l'Etat à sa place, extrêmement secondaire, et là, effectivement, la meilleure formule est la formule libérale classique : celle de Benjamin Constant, de Tocqueville, de Fustel de Coulanges. Être de gauche, en ces temps de confusion, c'est rêver, paraît-il, d'un rapport inouï entre dirigeants et dirigés, imaginer des systèmes de dispersion, de

représentation qui sachent rendre le pouvoir à ceux qui en sont exclus. Ma gauche à moi dit exactement l'inverse : elle veut le pouvoir le plus lointain, le plus étranger possible. C'est une attitude libérale-libertaire nouvelle.

(...) Le bonheur est une idée totalitaire. Et quand Saint-Just lance à la face du monde que c'est une idée neuve en Europe, il oublie que c'était surtout une idée grecque. Quand il parle rendre l'homme libre et heureux par les lois, c'est l'idéal du citoyen grec qu'il a dans l'esprit.

(...) Prenons un exemple, ce fameux droit à la différence, que l'on brandit aujourd'hui dans tous les combats — féministes, autonomistes bretons ou autres. Comment faire pour qu'il ne dégénère pas en forme de néofascisme, comme c'est souvent le cas ? Car ce précepte, pris à la lettre, c'est aussi le droit à la différence pour le bourreau, le droit à la différence pour le nazi, le droit à la différence pour le pervers. Poussé au terme de sa logique, c'est l'indifférence à toute valeur, c'est le droit à l'holocauste et au meurtre généralisé. La réponse, c'est dans le

testament biblique qu'elle se trouve. C'est l'idée d'un pari sur l'universel, d'une dialectique entre le singulier et l'universel que j'ai essayé de construire dans *Le Testament de Dieu*. Que doit être un homme pour n'être pas un gibier de camp ? Comment doit-il se penser pour n'être pas lui-même un assassin ? J'ai essayé d'inscrire une singularité sur un fond d'universalité, de nouer le noeud d'un «Sujet» au croisement d'une Loi, d'un pari sur l'Universel, d'une exigence de Singularité et d'un repli sur l'Intériorité. (...)

Face à l'ensemble des phénomènes de démission de ce siècle et face à l'ensemble des grands courants du fascisme contemporain, il y a un double combat à mener, un double non qu'il faut dire. Le non au progressisme, au sens où l'entend toute la philosophie de l'Histoire, et notamment le marxisme, avec le culte frénétique de l'Etat, de la technique et de la productivité. Et le non à la régression, retour aux origines et aux paradis perdus. Ce sont des périls symétriques auxquels on ne peut échapper, à mon sens, qu'en mettant en œuvre le testament monothéiste et le nom de la Loi.

LE NOUVEL observateur

Pierre-Marie Dourelant a enquêté sur la sécurité dans le métro parisien, en suivant quelques-uns des 200 flics qui y patrouillent sans arrêt. Il décrit le processus qui a abouti des 10 000 interpellations de 1972, aux 630 000 de 1978.

Paris a pris peur de son métro : on y fit donc descendre la police. Mais pas n'importe laquelle. En octobre 1976, la compagnie centrale fut créée. Effectif de cent cinquante hommes et aujourd'hui de deux cent quinze. Tous volontaires et «formés pour». Entraînés à intervenir «en douceur». Le métro ne devait pas devenir le Far West. Trop dangereux, dans des couloirs bondés, de jouer au shérif de saloon et de dégainer plus vite que son ombre. Eric Le Douaron estime avoir sous ses ordres deux cents flics aux nerfs d'acier. «Je leur répète : De la correction, de la tenue. Surtout jamais un coup ni une grossièreté. Le métro est un miroir grossissant. A la moindre bavure, la presse mal intentionnée ne vous raterait pas».

Trois soirs durant, j'ai suivi les agents modèles du commissaire. Deux fois incognito, l'autre avec leur accord. Correction, exemplarité ? R.A.S au rapport. Mais

quelle race de chasseurs ! De rabatteurs de la rame ! De pisteurs en sous-sol ! Ils travaillent par trois, en uniforme, sauf une trentaine d'entre eux déguisés en loubards pour surprendre les pickpockets. Ils connaissent le métro comme leur manuel d'instruction. Au graffiti près. Ils se planquent aux lieux de passage obligé. Aux croisements sans visibilité. A l'intersection des couloirs tortueux qui rabattent le «client». A l'affût, attentifs, nez en l'air, œil en biais, moustache frémissante.

Quel gibier traquent-ils ? «L'individu suspect». Seulement, qui est suspect dans les bousculades en sous-sol ? «Question de flair». Eux, le suspect, «ils le reconnaissent au premier coup d'œil. Un vrai travail de flic». Suspect, le type qui marque un temps d'arrêt ou dont la pupille se dilate à la vue du képi. «Vos papiers, s'il vous plaît». Suspect celui qui tait carrément demi-tour. «Ça, ça ne pardonne pas. C'est la fouille. Même s'il faut un bon démarrage pour le rattraper et le percuter». Suspect celui qui sent le patchouli. «Présomption de drogue car les junkies dissimulent ainsi l'odeur du H». Suspects, les types pas trop propres, pas assez blancs.

Les incorruptibles du métro appliquent les ordres. Qu'a dit le

commissaire ? D'arraisonner les gens sans papiers, les porteurs d'armes prohibées, les drogués, les mineurs en danger moral et les individus recherchés sur le plan légal. Pour les distinguer dans la mêlée, plus que le «flair», c'est surtout au gros bon sens cartésien qu'ils en appellent. On recherche les sans-papiers ? Suivez les immigrés. Les porteurs d'armes blanches ? Cherchez encore les étrangers ou les loubards. Les drogués ? Visez les jeunes.

Racistes, les policiers de la compagnie centrale quand ils questionnent, à proportion de huit sur dix, un basané ou un chevelu ? Quand ils font les poches, jusqu'au plus petit bout de papier, aux collectionneurs présumés de bons joints ? Disons plutôt zélés et disciplinés. Lancés comme des chiens sur la piste des «stations chaudes à bonne clientèle». Ils étaient déçus, l'autre soir, les trois gentils policiers que j'accompagnais officiellement. Ils s'en excusaient même. Ils auraient voulu me montrer une «grosse affaire». Ils n'avaient arrêté qu'un immigré turc sans papiers. D'ailleurs aussitôt attaché, le bougre, avec des menottes, à une rampe d'escalier. Exposé ainsi pendant vingt minutes à la curiosité populaire. Aux yeux de ce bon peuple qu'il faut surtout tranquilliser.

Quadrillage en sous-sol
630 000 interpellations
dans le métro parisien en 1978

Sidérurgie

SOLMER - FOS

- Production totalement arrêtée
- Les occupations se poursuivent
- Journée portes ouvertes dimanche

A la Solmer de Fos-sur-Mer, la production est désormais complètement arrêtée. Pendant plusieurs jours, les sidérurgistes avaient tout fait pour continuer à faire fonctionner les hauts fourneaux, pour prévenir plusieurs semaines de chômage technique consécutif à leur arrêt. La direction, de son côté, a tout tenté pour mettre les charges d'arrêt aux hauts fourneaux : passage devant les tribunaux pour obtenir l'expulsion des grévistes de tous les secteurs qu'ils contrôlent, propagande très violente contre les «hors la loi» qui continuaient à occuper et à produire. Il y a même eu des tentatives de sabota-

ge, pour bloquer cette production «sauvage» qui coûte très cher à la direction, puisque la fonte est transportée à l'état liquide, dans des wagons, jusqu'à l'aciérie, et qu'elle ne peut rien en faire...

Devant la poursuite de l'occupation de la salle de contrôle des hauts fourneaux et en particulier de la soufflerie, qui permet d'alimenter en air chaud, nécessaire à la combustion des minerais dans les hauts fourneaux, la direction est passée à un cran supérieur. Elle a averti les entreprises sous-traitantes, la Somafer, Fos-Services, Bagnérol... qu'il n'y avait

plus de travail pour leur personnel. 2 500 ouvriers en plus se retrouvent donc au chômage technique, et ce n'est pas sans conséquence sur la lutte : le déchargement de la fonte ne se faisant plus, les sidérurgistes ont été contraints de mettre les charges d'arrêt dans les deux hauts fourneaux, l'un après l'autre.

Jeudi après-midi, une assemblée générale était convoquée par l'Intersyndicale. A la suite de cette AG, où il a été décidé de poursuivre les occupations en cours, les gars ont pris d'assaut le Central téléphonique de la Solmer.

Mais la direction a subitement disparu, et continue à refuser toute négociation avec ceux qu'elle qualifie de «hors la loi».

Une journée portes ouvertes à la Solmer a été décidée pour ce dimanche, à partir de 9 heures. Des forums sur les luttes dans la sidérurgie sont prévus. Cette journée peut être importante dans la poursuite de l'action, en permettant des échanges entre gars de la Solmer, d'une part, et en amorçant une solidarité concrète de la population.

D'après Corr.
SOLMER-FOS

USINOR - DENAIN

- La production diminuée d'un tiers
- SLPM : la direction retenue par les grévistes

A Usinor Denain, après la grève de 24 h mercredi, où aucune production n'était sortie, les choses n'en sont pas restées là, puisque les hauts fourneaux ont décidé de réduire le nombre de coulées quotidiennes de 3 à 2. De fait, c'est l'ensemble de la production qui est ainsi diminuée d'un tiers... Aussitôt, la direction a fait une descente au haut fourneau, en menaçant les gars de retenues sur les salaires s'ils poursuivaient leur action...

Par ailleurs, une nouvelle Intersyndicale doit avoir lieu mardi, qui a pour tâche, normalement, de se mettre d'accord sur un calendrier d'action. La CFDT y va avec toute une série de propositions afin de poursuivre l'action contre la production, sans que

les gars s'essouffent pour autant. De son côté, la CGT ne semble pas hostile pour l'instant. Ce calendrier d'action est particulièrement important, si l'on veut battre en brèche la démobilisation possible du fait des pré-retraites à 50 ans, parmi les travailleurs concernés par ces mesures.

Enfin, les 120 travailleurs de l'entreprise SLPM (Société lorraine de produits métallurgiques), dont le sort est lié de près à celui d'Usinor, sont en grève illimitée et retiennent depuis jeudi soir, leur direction... Ils revendiquent à la fois pour les salaires et pour l'emploi. Ils ont cadenassé l'usine. Vendredi matin, les flics tournaient ostensiblement autour de l'usine.

Jeudi avait lieu à Dunkerque une journée interprofessionnelle d'action, appelée par les Unions locales CGT et CFDT, en vue, selon l'explication des organisateurs jeudi matin, de «protéger contre le chômage, les bas salaires et l'austérité», et de soutenir la lutte en cours des sidérurgistes d'Usinor, qui étaient donc conviés à y participer.

A 9 h 30, heure du rassemblement, seulement une cinquantaine de travailleurs étaient présents sur les quais du Vieux Port, Place du Minsk ; il faudra attendre 10 h, 10 h 30, pour compter 300 manifestants.

A cette manifestation, intervenant dans un contexte marqué par la lutte des travailleurs d'Usinor, on notait la présence d'une centaine de sidérurgistes seulement, avec peu de grévistes, et surtout des lock-outés. Etaient présents des travailleurs des chantiers navals «France-Dunkerque» appelés à débrayer de 9 h 30 à 12 h 30, de la Compagnie de bus SADO, actuellement en grève, et de l'entreprise Contreplaqué, en occupation depuis 8 mois contre la fermeture.

Cent sidérurgistes présents dans cette manifestation : assisterait-on à Usinor à un émoussement de la volonté de lutte, qui ne s'était pas démentie toute la semaine précédente ?

Si problème il y a «ce n'est pas la volonté de lutte qui fait principalement défaut», nous expliquait un aciériste. «Mais pourquoi les copains viendraient aujourd'hui massivement, alors qu'on leur propose comme toute action une manifestation promenade en ville, une initiative en retrait par rapport à ce qu'on fait depuis 15 jours, où on a essayé de multiplier les actions réellement dures et mobilisatrices, comme le blocage de la voie express, qui mène au port, ou le vidage des wagons de minerai mardi ? Alors qu'il faudrait au contraire des actions encore plus dures ! Un certain nombre de gars sont dégoûtés ; on se demande aujourd'hui, après 15 jours de lutte, si les

directions syndicales veulent toujours faire durer le mouvement».

En effet, depuis le début de cette semaine, on ne peut pas dire que les directions syndicales, et notamment la CGT, aient proposé beaucoup d'initiatives capables de créer un certain dynamisme. Déjà mardi — jour auquel il faut remonter pour voir l'organisation d'un meeting — aucune proposition d'action n'avait d'abord été faite. Il y avait ensuite eu celles, improvisées, de tourner autour de Dunkerque en voiture, ou d'aller réclamer du travail chacun dans son secteur. Bref, des actions inefficaces ; de plus, tous azimuts, au choix, elles favorisent la dispersion des travailleurs. Ce n'était déjà que parce qu'un certain nombre d'ouvriers en prirent l'initiative, qu'une action payante, le déversement à terre du minerai contenu dans une trentaine de wagons, était possible.

UNE «INITIATIVE IMPORTANTE»

L'absence de proposition concrète mardi s'est confirmée mercredi et jeudi, ce qui laisse les travailleurs sans proposition d'action jusqu'à lundi. Un responsable CGT rappelait aux sidérurgistes, d'une manière fort discrète tout de même, à la fin de la manifestation jeudi, qu'«une initiative importante» était proposée par son organisation ce vendredi : la montée d'une forte délégation de travailleurs à Paris, pour

contraindre Etchegarray à négocier. Rappel pour le moins nécessaire, vu que mercredi soir, 7 travailleurs seulement avaient donné leur accord pour cette «action».

COMMENT CONSTRUIRE L'UNITÉ ENTRE GRÉVISTES ET LOCK-OUTÉS ?

L'absence de propositions d'actions pose nettement la question de l'unité des sidérurgistes : les lock-outés qui, ces derniers jours, avaient participé aux actions du parc à brames et des hauts fourneaux s'interrogent : «Oh certes, sur l'ensemble, nous ne sommes qu'une minorité à avoir rejoint dans l'action les copains grévistes», expliquait cet aciériste lock-outé. Mais c'est quand même positif. Il faut dire qu'avec 17 jours de chômage technique non payé, ça devient lourd ! Alors, on lutte au moins pour ça, mais aussi parce qu'en fin de compte les revendications des grévistes sont aussi les nôtres ! Simple-ment, pour qu'on reste le même nombre de lock-outés en grève, et même qu'on augmente un peu, il faudrait que des actions soient proposées. Sinon, ce n'est pas la peine... Les jours de lock-out vont s'allonger, et on ne se sera pas donné les moyens de les faire payer... C'est cette absence d'actions qui finit par dégoûter certains copains lock-outés ; et qui les amènera à vouloir reprendre le travail avant

d'avoir un mois de chômage technique non payé» ajoute un sidérurgiste.

LES MOYENS DE S'EXPRIMER SUR LA LUTTE ?

Si aucune proposition sérieuse n'est faite depuis le début de la semaine, on ne peut pas dire non plus que les dirigeants, notamment cégétistes, d'Usinor, soient très enthousiastes pour donner aux travailleurs des différents secteurs des moyens pour qu'ils s'expriment eux-mêmes sur les actions à mener, et qui plus est pour qu'ils se rencontrent en vue d'en débatta.

Ainsi, alors que le dernier a eu lieu mardi, aucun meeting, lieu privilégié de débats et de rencontres pourtant, n'était envisagé avant la semaine prochaine. Les protestations de plusieurs aciéristes et lock-outés, autour de la voiture sono de la CGT, au cours de la manifestation ce jeudi — «quand est-ce qu'on se rencontre pour discuter ?» — n'y firent rien. Devant la réprobation de certains sidérurgistes un responsable CGT s'est cru obligé de déclarer : «La CGT ne manipule pas, comme le disent certains ; ce n'est pas vrai, camarades, avec nous, ce sont les travailleurs qui décident, on ne fait que vous amener notre expérience».

La manifestation en ville, jeudi matin, le rendez-vous sur le Vieux Port, Place du Minsk, avant cette manifestation, auraient pu être,

plus qu'ils ne l'ont été, d'excellents moyens de rencontre entre les grévistes des différents secteurs, pour décider et débattre d'actions communes... Curieusement, ce «rassemblement de luttes» n'a été un peu sérieusement et largement appelé que jeudi matin, quelques heures avant son déroulement, dans les communiqués de presse !

Loin de favoriser la rencontre entre différents secteurs de luttes, avec les deux exemples cités plus haut, les responsables CGT, tout au contraire, ont rassemblé, jeudi à 14 heures, les seuls gars du parc à brames, à l'initiative

de la lutte à Usinor, afin de les faire voter sur la suite à donner au mouvement, alors qu'aucune proposition nouvelle n'était faite par la direction. Là, ils feront tout pour les isoler, empêcher que des travailleurs d'autres secteurs viennent débattre de la curieuse proposition cégétiste. Des hauts fourneaux, des aciéristes, des lock-outés, quelques dizaines, demandaient à participer à l'assemblée générale de leurs camarades du parc à brames, se voyaient refoulés par les dirigeants CGT. Cela n'empêchera toutefois pas les gars du parc à brames de voter la poursuite du mouvement.

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cedex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 668 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois.

Achetez chaque jour
Le Quotidien du Peuple
dans le même kiosque

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR CONSOLIDER
LE 12 PAGES
DU MERCREDI
Axé sur les luttes
ouvrières

POUR LES 60 PAGES HEBDOMADAIRES

Caen.....	350
Durtol	
A.B.....	400
Rennes	
N.S.....	350
Besançon	
Un métallurgiste CFDT.....	20
Ventes.....	200
Soutien.....	352
J.J.L.....	28
Angers	
Une ouvrière de la chaussure.....	300
Nantes	
Une ouvrière de Laving Glaces.....	10
Saint-Denis	
Un syndicaliste.....	150
Soutien.....	48
Levallois	18
Paris	
A.L.....	300
Soutien.....	200
Soutien.....	160
Collecte.....	50
Collecte.....	40
Lyon	
Soutien.....	400
Collecte.....	600
Soutien.....	230

TOTAL..... 4 206
TOTAL PRECEDENT..... 46 021
TOTAL GENERAL..... 50 227

L'objectif des 5 millions est atteint. Cette étape est une nouvelle victoire qui n'a pu être obtenue que par votre mobilisation, camarades, lecteurs et amis du Quotidien du Peuple.

Nous vous avons indiqué que c'était la somme nécessaire pour avancer concrètement dans la réalisation de l'objectif de faire paraître globalement 60 pages par semaine. Ainsi, après le 16 pages de fin de semaine, vous avez pu lire cette semaine un numéro de 12 pages. Désormais, ce sera le cas pour chaque numéro en date du mercredi.

Nous avons fait le choix de développer, dans ces numéros, les pages de luttes ouvrières et d'ouvrir une nouvelle rubrique : « Régions ». Ainsi vous avez pu lire un dossier sur la lutte des sidérurgistes, l'interview d'un responsable CFDT du Rhône, et Nantes la Rouge, une première page « Région ». C'est un premier résultat qui peut vous donner l'idée de ce que peut être ce numéro du mercredi « axé sur les luttes ouvrières ». Nous travaillons pour poursuivre dans cette voie en y apportant des améliorations.

Mais pour une part essentielle la poursuite de l'amélioration du Quotidien du Peuple est entre vos mains : par l'envoi de correspondances, de critiques, de suggestions...

Entre vos mains aussi pour la poursuite, sans relâchement, de l'important effort, engagé avec succès, de soutien financier. Car il nous faut, pour améliorer le Quotidien, multiplier les reportages, les enquêtes, les dossiers, les interviews... et cela n'est possible que si l'on a les moyens d'engager les dépenses que cela implique nécessairement.

Le numéro de 16 pages est maintenant bien lancé. Le numéro de 12 pages du mercredi axé sur les luttes ouvrières vient de prendre un départ encourageant. Pour franchir la prochaine étape de la réalisation de 60 pages en une semaine, nous ouvrons, dans le cadre de la souscription permanente, une nouvelle tranche de 10 millions qui doit permettre un bon équilibre financier du Quotidien afin d'envisager l'avenir sur des bases solides.

EN AVANT
VERS LES 10 MILLIONS

Samedi, mobilisons-nous aux côtés des résidents en lutte

Il y a un an, Stolérou déclarait doctement : « D'ici juillet 1978, on ne parlera plus de la grève de la SONACOTRA ».

Deux ans plus tôt, Poniatowski alors ministre de l'Intérieur avait tenté la répression brutale en expulsant 17 responsables de la lutte.

La longue grève des loyers des résidents est émaillée des multiples tentatives de la bourgeoisie de casser leur mouvement. Elle a régulièrement échoué. Si cette lutte prolongée a été possible, c'est qu'outre leur détermination, les résidents disposent d'un atout de taille : ils se sont montrés vigilants par rapport à tous ceux qui prétendaient à leur place définir leurs revendications et négocier avec la SONACOTRA.

Là où ces prétendus représentants de la classe ouvrière ont trompé la vigilance des résidents, comme à Strasbourg en 1976, acceptant de négocier foyer par foyer, ils ont obtenu pour toute concession une serpillère et un loyer mensuel diminué de 0,20 F !.

Leur activité néfaste sautait ainsi aux yeux. L'autonomie de ce mouvement par rapport aux partis de gauche est l'un des aspects de sa force. La bourgeoisie y voit sans doute un motif supplémentaire pour tenter de la briser.

Ainsi s'expliquent les dizaines et les dizaines de demandes d'expulsions formulées en justice par la SONACOTRA. Ainsi s'explique sa volonté d'obtenir la fermeture complète d'une première liste de 10 foyers. Il faut bien le dire : alors que pendant toute une période une série de juges s'étaient déclarés incompétents, faisant ainsi traîner les choses, la plupart d'entre eux signent désormais les ordres d'expulsions avec une désinvolture révoltante.

Ensuite les préfets, quand ils le jugent propice, envoient les CRS par centaines cerner les foyers, le

fusil à la bretelle comme à Sartrouville ou à Strasbourg.

La répression qui se durcit actuellement contre les travailleurs immigrés fait partie d'un ensemble de mesures envisagées par les Giscard et Barre. Ainsi dans le même temps où les flics expulsent les travailleurs des foyers en lutte, Giscard sur Antenne 2, envisage une diminution du chômage dans notre pays par une diminution du nombre de travailleurs immigrés. Et le projet de loi qui est à l'étude à l'Assemblée nationale développera, légalisera l'arbitraire en ce qui concerne les expulsions. Il s'agit là d'une très menaçante et très dangereuse politique de division de la classe ouvrière, à l'heure précisément où les luttes contre le chômage ont pris une ampleur et une détermination qui inquiètent la bourgeoisie.

Puis que jamais, il faut rassembler tous ceux qui veulent lutter contre la répression qui touche les résidents en lutte.

Déjà des initiatives positives dans ce sens ont été prises. Tous les travailleurs, français et immigrés, tous les syndicalistes qui veulent activement être partie prenante de ce combat, car ils sont conscients de son enjeu, doivent s'unir contre toute tentative de division d'où qu'elles viennent : du gouvernement en place, ou des directions syndicales qui elles aussi divisent la classe ouvrière (et pas seulement entre travailleurs français et immigrés).

Samedi partout où des initiatives de solidarité sont prévues, à Sartrouville, à Saint-Denis, à Chilly Mazarin, à Strasbourg participons-y massivement. Pas un foyer ne doit être isolé !

Exigeons l'arrêt de toutes les expulsions, la réintégration sans condition de tous nos camarades.

François MARCHADIER

SARTROUVILLE

300 CRS pour expulser 5 résidents

Vendredi 13 avril, 300 CRS sont venus expulser 5 résidents du foyer de la rue Jacques Duclos, 300 CRS Sartrouville (Yvelines) ! Le même jour, à la même heure, d'autres CRS, en nombre eux aussi, expul-

saient 13 résidents de l'autre foyer de Sartrouville, et d'un foyer de Saint-Germain-en-Laye. Ce jeudi, les résidents expliquaient ces agressions, au cours d'une conférence de presse.

« Dès 5 h 30, vendredi 13 avril raconte un résident de la rue Jacques Duclos, 300 CRS encerclaient le foyer ». Ils attendaient toutefois 6 heures, « l'heure légale », pour se répandre dans les étages. Ils seront rapidement quinze par palier. Accompagnés d'un huissier, d'un commissaire et du gérant du foyer, les CRS n'ont pas de mal à s'orienter. Ils n'ont reçu qu'une consigne : personne ne doit bouger. Tel résident en train de faire sa toilette restera dans la salle d'eau, tel autre dans la cuisine ne pourra davantage en sortir. Quiconque tente de mettre le nez hors de sa chambre y est reconduit sans ménagement, un CRS refermant la porte derrière lui.

Le directeur régional de la Sonacotra se croit en terrain conquis. Armé d'un passe-partout, il ouvre les chambres.

Un résident présente une convocation pour le contrôle médical de la Sécurité Sociale ; les CRS répondent avec leur langage favori : ils lui décrochent un coup de pied. C'est contre 5 résidents que tout ce beau monde est venu exécuter un arrêt d'expulsion. Leurs affaires sont entassées pêle-mêle dans des cartons fournis par une entreprise de déménagement qui est aussi de la partie. Tout est mélangé : linges, légumes, bibelots, matériel de cuisine. Les 5



résidents retrouveront leurs affaires dans un garde-meuble de Sartrouville.

UN EXPULSE PAR NATIONALITE

Les méthodes utilisées

par la Sonacotra et ses auxiliaires de la police montrent à quel point elle est isolée dans les foyers.

Comme à Strasbourg les griefs personnels du gérant contre tel ou tel résident

ont été décisifs pour établir les listes ; cela n'a pas été le seul critère. Ce n'est en effet pas un hasard si parmi les 5 expulsés on trouve un représentant de chaque nationalité en grève des loyers dans le foyer. La Sonacotra entend ainsi intimider chaque communauté nationale.

Sa faiblesse apparaît également dans le procédé utilisé consistant à noyer le foyer sous un flot de CRS pour étouffer dans l'œuf toute volonté de riposte. Que la bourgeoisie n'ait crainte, la riposte est en préparation.

La lutte en effet n'est pas finie ; parce que les revendications du comité de résidents n'ont pas été satisfaites mais aussi parce qu'une nouvelle vague d'expulsions de 12 résidents a été ordonnée par le même tribunal le 15 mars dernier. Enfin, les résidents savent de bonne source qu'une nouvelle liste est en cours d'établissement.

Dans l'autre foyer de Sartrouville, et à Saint-Germain-en-Laye le même jour, à la même heure des centaines de CRS expulsèrent d'autres résidents.

La manifestation de samedi témoignera que les résidents de Sartrouville ne sont pas décidés à subir passivement la répression.

F.M.

Les initiatives du samedi 21 avril

CONTRE LA FERMETURE, LE 1^{er} MAI,
DU FOYER DE CHILLY - MAZARIN (ESSONNE)

Venez nombreux, soutenir les résidents en participant à la journée portes ouvertes.

POUR LA REINTEGRATION DES EXPULSES

Manifestons :

A Sartrouville : départ à 10 heures devant le foyer de la rue du Val-Notre-Dame

A Strasbourg : 15 heures, place de la Bourse

A SAINT-DENIS

Manifestation contre les expulsions à 14 heures, métro Porte-de-Paris

PARIS 10^e : PORTES OUVERTES

59 rue de Lancry, à partir de 14 heures, Métro Jacques-Bonsergent

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «*Contraires au sein du peuple*», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Aujourd'hui, nous reprenons un thème déjà abordé dans les dernières semaines : «*Peut-on changer le PCF ?*» Sur ce thème ou sur d'autres, nous attendons vos contributions.

PEUT-ON CHANGER LE PCF ?

«Un révolutionnaire n'a rien à faire au PCF»

Nombre de militants oppositionnels du PCF défendent aujourd'hui l'idée que la tâche de l'heure consisterait à convaincre les militants insatisfaits de ne pas quitter le PCF mais de rester à l'intérieur pour le transformer, dans une optique qui peut varier selon les courants oppositionnels considérés. Sur quoi s'appuie un tel point de vue ?

L'argument souvent mis en avant est que le PCF, malgré toutes ses «imperfections», reste le parti de la classe ouvrière, et qu'il n'est pas d'espoir de transformation de la société hors de lui. Ce point de vue se conforte du relativement faible développement des forces révolutionnaires en France aujourd'hui. A mon sens, c'est s'en tenir à une vision sociologiste des choses : s'il est vrai qu'aujourd'hui le PCF est encore, de tous les partis politiques, celui qui compte, en nombre absolu, le plus d'ouvriers dans ses rangs, il y a beau temps que la classe ouvrière n'est plus prédominante parmi ses militants, puisqu'on estime que ce parti compte aujourd'hui quelque 20 % d'ou-

vriers dans ses rangs, alors que dans son histoire, jusqu'à 60 % de ses membres ont été des ouvriers.

Cette évolution dans la composition sociale du PCF, qui fait la part belle aux «couches nouvelles» de cadres, d'ingénieurs et de techniciens, est à relier à la dégénérescence de la ligne politique de ce parti dans un sens révisionniste, dégénérescence rendue désormais irréversible. Comment peut-on espérer changer la ligne du PCF de l'intérieur ? Il y a une partie de l'opposition qui, autour d'Elleinstein, espère, en fin de compte, pousser le PCF dans la voie d'une social-démocratisation. Une éventualité peu probable : le PCF a des caractéristiques propres qui le distinguent d'un parti social-démocrate, et on ne voit pas ce qu'il aurait à gagner à se confondre avec le parti socialiste. Et de toute façon, cette éventualité d'une social-démocratisation du PCF, outre son caractère fort peu probable, ne présente évidemment guère d'intérêt pour les révolutionnaires.

Mais il y a, paraît-il, au PCF,

une opposition de gauche, particulièrement le courant sensible aux idées d'Althusser, et qui prétend représenter à l'intérieur de ce parti un «courant révolutionnaire» qui s'opposerait à la fois à un courant «stalinien» et à un courant «droitier». Il faudrait donc pour certains oppositionnels, renforcer ce «courant révolutionnaire», qui défend par exemple la référence à la dictature du prolétariat, abandonnée au congrès précédent. Il me semble qu'un tel point de vue sous-estime gravement l'état de dégénérescence révisionniste de ce parti. Peut-on, comme le fait Althusser, se lamenter sur le fait que le PCF aurait abandonné la dictature du prolétariat au 22^e congrès ? C'est le mot qui a été abandonné. Mais il serait bon de faire preuve d'un peu de mémoire historique : c'est bien, déjà, en 1945 que Thorez indiquait le choix de la «voie pacifique de passage au socialisme», autrement dit l'abandon par le PCF de la voie révolutionnaire. Dès lors, l'abandon tardif du mot de dictature du prolétariat n'était qu'un ajustement logique du

langage avec la ligne politique prédominante depuis longtemps.

Mais, disent certains oppositionnels, maintenant il y a du nouveau, on peut discuter librement dans les cellules. Oui, dans une certaine mesure. Et après ? Pour ne prendre que les exemples les plus récents, bien des discussions ont eu lieu dans les cellules sur la question de la référence à la dictature du prolétariat, ou après l'échec de la gauche aux élections. Cela a-t-il empêché la direction de maintenir bec et ongles ses positions, alors même que, comme le soulignent à juste titre de nombreux militants critiques, cette direction dispose de tous les moyens, notamment organisationnels, pour étouffer l'expression de points de vue distincts du sien ? N'est-il pas curieux d'entendre dire qu'il est possible de transformer le PCF de l'intérieur, alors qu'on se trouve à quelques semaines du congrès de ce parti avec la quasi-certitude que pas un seul militant oppositionnel ne sera délégué à ce congrès ?

Une réticence subsiste souvent

chez les militants oppositionnels, qui s'exprime dans ces termes : si nous quittons le PCF, nous allons nous trouver réduits à l'impuissance politique. Cette idée se renforce du faible développement des forces révolutionnaires ou de la caricature qu'en donnent les groupes trotskystes. Mais où est l'impuissance, contribuer à édifier le parti révolutionnaire, ou s'épuiser dans un combat sans issue contre la direction du PCF pour se trouver isolé de façon chronique, comme l'est depuis une quinzaine d'années quelqu'un comme Althusser qui s'échine à défendre ses idées, cependant que la direction du PCF, elle, a les moyens d'imposer les siennes ? Plus que jamais, nous devons dire nettement aux militants du PCF en contradiction avec leur direction : il n'y a, depuis longtemps, plus rien à faire dans ce parti pour un révolutionnaire. Il faut le quitter pour édifier, en dehors de lui et contre lui, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

F.G. Paris

«La preuve est déjà faite qu'on peut transformer le PCF»

A la question de savoir si le PCF peut changer, je réponds oui. Et j'ajoute immédiatement qu'il doit changer, et qu'il changera. Le rôle des communistes critiques est dès lors double : nous devons d'une part accélérer ce processus de transformation, et d'autre part, veiller à ce qu'il se fasse dans un sens conforme aux intérêts du peuple de France.

Le PCF a déjà subi de telles transformations au cours de son histoire. Il n'est plus le groupe sectaire et dogmatique des années 30. Il n'est plus le parti stalinien des années 50, même si des séquelles de ces deux périodes restent présentes chez certains militants, ou plus encore, chez certains dirigeants. Pour être efficace, notre combat à

l'intérieur du Parti se doit de prendre en compte ces évolutions : ainsi, nous luttons pour que la démocratie à l'intérieur du Parti soit conforme au projet démocratique avancé par le 22^e congrès, mais il faut se rendre compte des progrès accomplis par cette démocratie interne : aujourd'hui, le débat est possible dans les cellules, même s'il reste encore bloqué dans les instances supérieures. Autre exemple : des camarades ont pu être élus dans des comités de section, après le 22^e congrès, alors même qu'ils étaient en désaccord avec l'abandon de la dictature du prolétariat. Ça aurait été impensable il y a quelques années encore. Dernier exemple à propos de la démocratie : nos dirigeants ont été contraints

d'éviter les exclusions de militants critiques, parce qu'ils ne peuvent plus recourir comme par le passé aux procès préfabriqués, aux affaires montées de toutes pièces, comme il y eut l'affaire Servin-Casanova ou l'affaire Gaudy.

Nous nous battons dans le parti pour que soient dénoncées dans toute leur ampleur les atteintes aux droits de l'homme dans les pays de l'Est. Ce combat est difficile, plus difficile que celui pour la démocratie, mais là encore il faut constater que le PCF n'est plus inféodé à Moscou comme il a pu l'être dans le passé.

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de dire que le PCF est

aujourd'hui un parti satisfaisant, c'est-à-dire un parti qui satisfait les intérêts du peuple de France. Ce que je dis, c'est que sous la pression du «peuple du parti», ces centaines de milliers d'ouvriers ou d'intellectuels de base qui font sa force, le PCF est condamné à changer, sous peine de disparition, ce qui sera une grande défaite de la classe ouvrière française.

Beaucoup de camarades ont quitté le parti, d'autres y sont restés pour mener le combat à l'intérieur. Il va falloir en faire le bilan. Que deviennent ces camarades qui sont partis ? Ils ont abandonné la lutte politique d'ensemble contre le pouvoir giscardien, ou ils se sont réfugiés dans des syndicats ou des mouvements divers. Peut-être ont-ils

évité la dure contradiction d'être membre d'un parti dont on n'approuve pas toute la ligne, mais en quoi sont-ils efficaces dans ce qui reste un principe intangible : le combat pour le socialisme ?

C'est ainsi que je résumais les choses : ou bien on quitte le PCF, et on se condamne à être inefficace, ou bien on choisit le difficile combat pour changer le parti, seul instrument capable de transformer la société. Tout en respectant ceux qui ont fait le premier choix, je pense que la voie juste, c'est le combat pour changer le PCF, comme l'histoire a prouvé qu'il est possible de le faire.

S.Z. Paris
membre d'un comité
de section

APRES LES LUTTES D'EMPLOYES COMMUNAUX DANS LES MAIRIES PCF

Interview d'un délégué au congrès des communaux CGT Recueillie par François MARCHADIER

► Le congrès de fondation de la nouvelle fédération des communaux CGT a été assez houleux semble-t-il...

«Oui, la contestation s'est exprimée sur plusieurs points. Par exemple, le deuxième jour à 18 h 15 devait se tenir un débat sur la place des femmes dans notre lutte. En fait, il n'a pas eu lieu. Le lendemain plusieurs délégués ont protesté. Il leur a été dit que ce n'était pas étonnant puisqu'au moment où le débat devait débiter il n'y avait plus qu'un tiers des délégués présents. Elles n'ont pas accepté ces explications et elles l'ont dit. Premièrement ce débat sur les femmes avait été fixé en dehors des heures de congrès. Deuxièmement il était précédé d'un spectacle qui ne s'est terminé qu'à 20 heures. Enfin, à l'heure où il était programmé la plupart des délégués de la région parisienne ne pouvaient y assister compte tenu qu'elles doivent aller chercher leurs enfants à l'école ou chez la nourrice.

À la tribune, ils n'ont proposé à aucun moment de reporter ce débat. Pourtant, du temps, on en a perdu...

► Veux-tu dire que le congrès était inintéressant ?

Non, mais ce qui a dominé, c'est un débat anarchique. À chaque fois qu'un délégué posait un problème important, soit le débat était nullement dirigé et l'intervention en question était noyée dans un flot d'autres problèmes moins essentiels, soit à la tribune un délégué «bien dans la ligne» répondait : «On n'est pas là pour discuter de ça, mais pour voter les nouveaux statuts, le programme revendicatif et le budget». Ce qui a dominé c'est l'aspect : «interventions dans tous les sens». Pendant des jours et des jours la seule règle a été la spontanéité.

► Cette spontanéité n'a-t-elle pas eu le mérite malgré la tribune de permettre aux contradictions de s'exprimer ?

SI VOUS N'ARRÊTEZ PAS VOTRE MOUVEMENT, LE CONGRÈS SE TIENDRA AILLEURS

En un sens oui ; ainsi j'ai pu constater que plus d'un délégué s'interrogeait sur les lendemains du 23 mars ou du 29, la journée d'action des fonctionnaires.

Au bout de plusieurs heures de débat de ce genre, juste après un silence, un délégué a

pris la parole ; il a dit : «Je suis de Nanterre, municipalité dirigée par le Parti communiste» ; il a expliqué qu'ils étaient à nouveau en grève comme l'an passé. Leur mouvement a été suspendu peu avant le congrès. Le maire leur avait fait le chantage suivant : «Si vous n'arrêtez pas votre mouvement, le congrès se tiendra ailleurs». Toutes les pressions subies, ce délégué a eu le courage de venir les raconter à la tribune : les attaques contre les délégués, comment la mairie ten-

voulu le licencier, il n'avait reçu aucun soutien des trois fédérations CGT, CFDT et FO, mais qu'en revanche il avait été appuyé par les trois sections syndicales. Il y a aussi eu un délégué employé dans une mairie PS qui a expliqué que sur 150 employés communaux 7 seulement étaient titulaires ! Ces interventions donnaient l'impression que chez un certain nombre de délégués les mairies de gauche PS ou PCF ne sont plus tellement mieux considérées que des mairies de droite.



Ceux que la CGT allait chercher pour faire masse à certaines manifestations : aujourd'hui des contradictions importantes sont apparues au cours même de luttes dans les mairies PCF.

tait d'empêcher les réunions syndicales de se tenir et comment ils se faisaient traiter de «gauchistes» à chaque fois qu'ils sont en opposition au maire. Le comble c'est que d'après ce qu'a dit ce délégué, dans cette municipalité, la mairie applique certains aspects de la réforme des collectivités locales que la CGT et le PCF dénoncent par ailleurs. La mairie de Nanterre a été jusqu'à faire recouvrir les affiches du syndicat CGT contre cette réforme !

► Ça a été la seule intervention de ce genre ?

Non, au contraire ça a été le signal annonçant une avalanche de critiques. Curieusement il n'y a pas eu de délégués de Seine-Saint-Denis, qui sont pourtant bien placés ! Mais je me souviens de celle d'un responsable CGT des communaux de la mairie de Lille qui a expliqué que lorsque Mauroy avait

► Du 19 au 23 mars dernier, se tenait à Nanterre le 35^e congrès de la Fédération générale CGT regroupant la Santé et les Communaux. Ce devait être le dernier.

La principale tâche de cette assemblée devait être en effet de proclamer la dissolution de cette fédération syndicale.

Les 1 100 délégués, après s'être séparés, fondaient deux nouvelles fédérations, l'une réservée au personnel communal, l'autre au personnel des services de santé.

Le congrès des communaux promettait d'être intéressant, d'autant plus qu'une demi-douzaine de conflits avaient opposé des communaux et leurs sections CGT à des municipalités à direction PCF à partir du mois d'avril 1978, surtout dans la région parisienne. L'interview d'un délégué de province au congrès des communaux que nous publions ci-dessous confirme cette évolution.

Les interventions critiques envers la ligne confédérale furent nombreuses et souvent assez largement applaudies. Le temps ne s'éloigne-t-il pas où le PCF pouvait presque compter sur des milliers de communaux de la région parisienne pour encadrer les manifestations comme il l'entendait ? Symboliquement d'ailleurs la preuve en fut fournie le 23 mars, lors de la marche des sidérurgistes sur Paris organisée par la CGT. À cette occasion, contre la volonté de la direction fédérale, toute fraîchement élue, la majorité des délégués au congrès, regroupée dans un cortège qui s'était joint à la manifestation, se mit à huer les CRS et leur présence provocatrice.

Bordeaux pourquoi ils avaient refusé de les soutenir lors de leur grève. La sono a d'ailleurs été coupée à ce moment là.

► A part les critiques contre les municipalités de gauche, d'autres contradictions sont-elles apparues ?

«ON A EU TORT DE NE PAS LUTTER D'AVANTAGE AVANT MARS 78»

Oui. On a entendu des délégués dire : «On a eu tort de ne pas davantage lutter avant mars 78» ou encore : «On a trop privilégié le programme commun de gouvernement au détriment du programme de la CGT». De la même manière certains disaient : «D'accord la CFDT porte une responsabilité dans l'échec de telle ou telle lutte, mais nous, est-ce que nous n'y sommes vraiment pour rien ?». Certains délégués ont aussi fait des interventions pour remettre en cause le principe d'une organisation spécifique des cadres à la CGT. Un gars a dit : «Nous à la base, on nous demande toujours de nous battre pour les cadres, mais eux, on ne les a jamais rien vus faire pour nous». Tout ce qu'on a trouvé à leur répondre c'est que «s'il n'y avait pas l'UGICT, les cadres n'iraient pas à la CGT».

► Cette contestation a eu quelle ampleur exactement au cours du congrès ?

C'est difficile à chiffrer. Ce qu'il faut tout de même savoir c'est que cela n'avait pas un caractère marginal. Souvent de surcroît les intervenants étaient applaudis par pas mal de délégués. Ça a été le cas lorsqu'un délégué de Bayonne a dit à l'occasion du vote d'une motion qu'avant de condamner la riposte chinoise au Vietnam, il fallait prendre en considération la présence vietnamienne au Cambodge ou que ne pas rappeler notre opposition à la présence soviétique en Tchécoslovaquie équivalait à une certaine complicité. Cela faisait mieux dans ce congrès où la première heure, chaque matin, tu voyais une bonne part des gars plongés dans la lecture de l'*Humanité*. Malgré tout, il ne faut pas raconter d'histoire. Tu as encore naturellement des délégués qui reprenaient à leur compte la ligne officielle sans en changer une virgule. Ceux-là répètent inlassablement, «si la gauche a échoué, c'est la faute du PS ou si les luttes ne remportent pas tous les succès, c'est la faute de la CFDT».

► Est-ce que l'existence de ce courant un peu opposi-

tionnel s'est retrouvé dans la nouvelle Commission exécutive ?

Sans doute assez peu. Il faut savoir comment les élections ont été organisées ! Ça ne manque pas d'intérêt : une commission des candidatures est constituée ; elle est composée de l'ancienne commission exécutive, des candidats à la nouvelle et de 15 congressistes tirés au sort. Cette commission devait choisir 55 noms sur 84 qui lui étaient proposés. En fait, la commission des candidatures a sélectionné 63 candidats. «Nous ne sommes pas parvenus à nous mettre d'accord sur les 8 qu'il fallait rayer», ont-ils dit en guise d'explication. Le plus scandaleux c'est que tu as autant de sièges à pourvoir que de candidats sélectionnés. Inutile de dire que dans ces conditions le vote est complètement formel et qu'il n'était plus nécessaire d'organiser le dépouillement public qui avait malgré tout été promis, mais qui n'a pas eu lieu.

► Ces procédés ont-ils été admis par les congressistes ?

Ce qui a surtout soulevé la protestation d'une partie d'entre eux, c'est la sur-représentation de la Région parisienne dans la nouvelle Commission exécutive... Elle dispose de 25 sièges. Lorsque des délégués ont exprimé leurs désaccords, la seule réponse de la tribune a été de dire : «Si vous n'êtes pas satisfaits vous n'aviez qu'à ne pas choisir cette commission des candidatures».

À un autre moment tu as eu une protestation contre les méthodes fort peu démocratiques de la tribune : elle s'est manifestée lors du vote des amendements. Ceux-ci étaient soumis au vote de manière groupée ! L'un des amendements prévoyait qu'à l'avenir le prix des affiches ne serait plus à la charge de la fédération mais des sections. Plusieurs petites sections ont affirmé qu'elles ne pourraient pas supporter ces frais supplémentaires. La tribune a refusé de disjoindre cet amendement d'un paquet d'autres qui lui était accolé. Eh bien sur ce groupe d'amendements, il y a eu 17 % d'abstention à cause d'un seul d'entre eux.

Cette anecdote d'ailleurs confirme une impression que j'ai eu tout au long du congrès : un nombre important de délégués aspiraient à une vie réellement démocratique du syndicat. Il y a aussi autre chose qui m'a frappé, c'est une grande volonté de lutter.

«TOKYO ROUND» : LES PAYS DU TIERS MONDE REFUSENT DE SIGNER LES NOUVEAUX ACCORDS

Didier DELORME

De nouveaux accords douaniers et commerciaux ont été paraphés à Genève jeudi 12 avril par 23 des 99 pays participant à la négociation. Ils concluent les négociations commerciales multilatérales entamées à Tokyo en septembre 1973. Ces négociations entrent dans le cadre du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, établi en 1947), qui vise à ajuster systématiquement les économies en fonction du marché mondial. Le

L'ensemble des négociations a été marqué par la volonté des pays occidentaux de faire pièce au protectionnisme. Il s'agissait pour les USA, le Japon et la CEE de maintenir les échanges internationaux dans un cadre «libéral». Les pays européens visaient essentiellement la réduction des mesures de contrôle américaines s'opposant aux importations. Les USA et le Japon confrontés eux aussi aux problèmes de l'accroissement du chômage et à la baisse de la production, liés au développement de la crise, se fixent des buts similaires à ceux de la CEE : relancer le commerce et partant, la croissance.

LE TRIOMPHALISME DES PRINCIPAUX BENEFICIAIRES...

Des déclarations triomphantes ont salué les résultats de cette «réunion historique». Carter estime que les accords «ouvrent de grandes perspectives pour les exportations». A Tokyo c'est la même satisfaction. Le directeur des relations extérieures de la CEE parle d'«un succès notable».

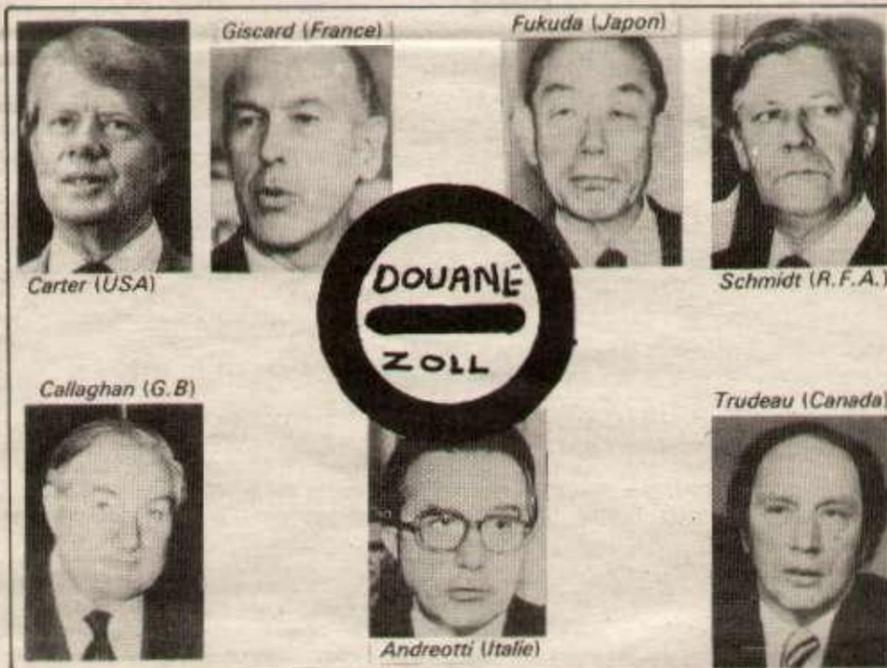
...CACHE MAL LA MINCEUR DES RESULTATS

Les accords, que l'on peut grouper essentiellement en 4 séries, sont largement en retrait sur les objectifs initiaux. Les experts du Fonds monétaire international n'y voient que le maintien d'un «statu quo».

La réduction des droits de douane serait environ d'un tiers pour les pays impérialistes. Ces pays visaient un abaissement de 40 %. Pour les autres pays cette réduction serait d'un quart. Toutefois ces abaisséments ne joueront pas un très grand rôle car les réductions tarifaires sont, surtout depuis le dérèglement du système monétaire international, largement escamotées par les variations du taux de change.

Ebranlés par la crise, les principaux bénéficiaires des accords ont été contraints de remettre en cause partiellement certains principes de base du GATT. Ainsi il est admis que certains pays peuvent être l'objet d'un traitement préférentiel. Auparavant la «clause de la nation la plus favorisée» garantissait un traitement égalitaire. Les «pays en voie de développement» pourraient d'autre part bénéficier pour un temps de concessions, sans avoir à en faire, entorse à la règle de réciprocité. En

GATT concerne principalement les grands pays occidentaux : les accords se sont en fait joués entre les USA, le Japon et la CEE. Lésés par ces accords, les pays du Tiers Monde ne les ont pas signés. Quant aux résultats, ils sont loin de ce qui pouvait être attendu : plusieurs problèmes n'ont pas été résolus, les accords sont flous et d'ici à leur entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1980, ils seront l'objet de nouvelles tractations.



La GATT : des tractations commerciales régulières entre Europe et USA.

revanche les autres accords de ce cadre juridique sont plus des accords de principe précisant les droits et les obligations de chaque pays ou définissant très généralement des mesures de «protection des pays en voie de développement».

Conscient de l'importance croissante des «mesures non-tarifaires», nouvelles barrières douanières, le GATT a arrêté plusieurs dispositions de portée plus grande. L'évaluation de la valeur en douane par le prix de facture devrait éliminer la pratique par les USA de «l'american selling price» qui pénalise les importations en calculant les droits de douane sur la valeur des mêmes produits sur le marché américain.

Enfin dans le domaine de l'agriculture, seuls deux arrangements ont pu être conclus sur «l'expansion, la libéralisation et la stabilisation» du commerce de la viande et des produits laitiers. Ce dernier est fortement contesté et aucun accord sur le blé n'a pu

être réalisé, les USA, principaux exportateurs, imposant un prix de vente trop élevé.

LES OBSTACLES A L'APPLICATION DES ACCORDS

Les principales limites à la portée de ces accords ne réside pas principalement dans leur contenu mais dans trois obstacles à leur application.

Les pays du Tiers Monde et les pays non-alignés ont refusé de signer ces accords qui dans l'ensemble vont à l'encontre de leurs intérêts : l'abaissement des tarifs douaniers sert surtout ceux des firmes multinationales, les pays impérialistes jouent sur les fluctuations monétaires pour contrebalancer les avantages qu'ils accordent aux pays du Tiers Monde.

Les accords paraphés doivent être ratifiés par les parlements nationaux. Les négociateurs américains auront des difficultés à faire accepter la douzaine d'accords par le congrès

hostile à l'abolition des mesures protectionnistes.

Des problèmes importants n'ont pas été réglés : ainsi les négociations sur la «clause de sauvegarde» ont été repoussées. La CEE voudrait appliquer cette clause de protection de certains secteurs, de façon sélective en limitant les importations en provenance d'un pays particulier. Les pays du Tiers Monde, directement menacés, s'opposent à toute sélectivité.

Les pays impérialistes, pris dans la contradiction entre leur volonté de libéraliser les échanges et leur besoin de les réguler, soumis à des intérêts rivaux, n'ont pu aboutir qu'à des accords très en retrait par rapport à leurs objectifs. L'opposition des pays non-alignés et des pays du Tiers Monde limite encore la portée de ces accords et ceux défendus par le GATT. Enfin le contenu des accords de Genève révèle l'effritement des positions de l'impérialisme américain.

APRES LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE GISCARD : QUELQUES RÉACTIONS

● Pour la CGT, Ségué a protesté contre le fait qu'«aucun des journalistes ayant accepté d'être choisis pour cette émission n'a pris contact avec la CGT pour la préparer. Voilà qui altère sérieusement le caractère prétendument improvisé de la nouvelle formule des interventions télévisées du chef de l'Etat».

● Michel Rolant, pour la CFDT, a estimé que «l'honnêteté politique et le souci de la vérité auraient

dû conduire le président de la République à ne pas se livrer à une opération de propagande politicienne (...). Face à ce discours partiel et partial, les travailleurs n'ont d'autres ressources que de conduire une action syndicale vigoureuse et permanente pour imposer un changement de la politique économique et sociale actuelle».

● Bergeron, lui, est plutôt content. «Le président de

la République a eu raison, a-t-il déclaré, de souligner la nécessité d'économiser l'énergie et d'en rechercher d'autres sources, mais sans doute faudra-t-il aller beaucoup plus loin (...). Comme le président de la République, je pense qu'il faut organiser l'Europe. Pour Force ouvrière, c'est une question de logique et de bon sens. Le renforcement de la Communauté correspond aux intérêts du peuple français».

● Communiqué du PCML

Le Secrétariat du Comité central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste informe que dans la nuit du 17 au 18 avril 1979, des slogans d'inspiration nazie : «Lévy, le PFN veille», accompagnés de croix gammées, ont été badigeonnés à Corbeil sur le mur du domicile de Monsieur Jacques Lévy. Ce dernier, militant du PCML, était candidat de l'Union Ouvrière et Paysanne aux élections législatives de mars 1978.

Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste dénonce l'activité des groupes fascistes et d'extrême-droite et appelle tous les antifascistes et démocrates de toute opinion à s'unir pour riposter à toutes les manifestations de caractère raciste et antisémite.

Il informe que Monsieur Jacques Lévy a décidé de porter plainte et d'alerter le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (MRAP).

Le Secrétariat du PCML

● Listes européennes

Une des caractéristiques du scrutin du 10 juin est d'éliminer les petits partis de la compétition, tant par le coût de la campagne, estimé entre 2 et 3 millions de francs actuels au minimum, que par la barre des 5 % qui prive de toute représentation une liste qui n'atteint pas ce score. Un groupe d'écologistes va tenter de constituer une liste pour regrouper une partie des «marginiaux» de la vie politique française. Un rassemblement hétéroclite, puisque ces écologistes s'adressent aussi bien aux radicaux de gauche qu'au PSU, aux régionalistes ou aux féministes. Cette initiative n'est pas du goût de tous les écologistes, certains d'entre eux refusant tout accord avec les partis politiques. La proposition manque d'ailleurs de cohérence politique, et semble surtout reposer sur une conception attrape-tout qui n'assurerait guère d'homogénéité à la campagne qui pourrait se développer à cette occasion. Cette initiative est lancée alors que les radicaux de gauche décident ce week-end d'eux attitude éventuelle alliance avec le PS. Europe-Ecologie doit également se prononcer ce même week-end. Dans une semaine, le PSU et les Amis de la Terre arrêteront leur position.

A droite, on devrait connaître ce vendredi la composition exacte de la liste du RPR, dont on sait déjà qu'elle sera conduite par Chirac et Debré. C'est le même jour que devait être publiée la liste de l'UDF. Outre sa tête de liste, Mme Veil, se trouvent en bonne place sur la liste deux membres du gouvernement : Jean-Pierre Deniau, ministre du Commerce extérieur, et Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture.

● L'armée pense

Dans la tribune de discussion de *L'Humanité* pour le 23^e congrès, on relève la contribution, évidemment anonyme, d'un officier supérieur en activité. Ce fier officier revendique pour sa profession l'appellation d'intellectuel : «Si l'on considère que les médecins, les avocats, les ingénieurs sont des intellectuels, je ne vois pas pourquoi on refuserait ce titre aux officiers». Saviez-vous qu'«en même temps que l'épaulette, le jeune sous-lieutenant reçoit le titre d'ingénieur». Ah mais. D'ailleurs, argumente de façon conclusive cet officier : «Refuser de classer les officiers parmi les intellectuels est une chose. Mais où les classer ? Certainement pas parmi les manuels !» Que dire contre ? Il est assez rare effectivement qu'un officier de l'armée bourgeoise salisse ses gants blancs. Mais c'est assez sur ce sujet. Rompez.

● L'«enflure et l'agité» chez Giscard

C'était prévu, Chirac devait se rendre ce vendredi en fin de matinée chez Giscard. Initialement il devait y aller seul. Mais au lendemain des propos télévisés de Giscard, il s'est senti personnellement visé... Il s'est donc fait accompagner par Labbé, Messmer et Debré pour ne pas se sentir trop seul dans les attaques.

Avant de s'y rendre, il avait commenté les remarques de Giscard sur la motion de censure : «Comme l'opposition est en minorité, par qui peut être votée une motion de censure si ce n'est par une partie de la majorité ? Sinon, autant supprimer cet article de la constitution».

Une rencontre qui risque d'être crispée, à moins qu'elle ne soit «agitée»...

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Une enquête du Quotidien du Peuple

Dans la fédération du Nord du PCF...

Le 9 mai va s'ouvrir le 23e congrès du PCF. Un après l'éclatement public d'une crise qui le secoue. Cette crise est surtout connue par ce qui se déclare ou s'écrit ici ou là et que la direction du PCF cherche à minimiser en mettant cette contestation sur le compte d'intellectuels, le plus souvent parisiens.

En fait, elle est beaucoup plus large et plus profonde que cela. Sous des formes spécifiques, elle touche les militants ouvriers du PCF. C'est dans ce but que nous avons choisi, pour examiner diverses manifestations de sa crise, une

Par Fabien VAUDOIS

LE PCF «RECUPERE» UN MOUVEMENT DE MASSE

Denain : la démonstration des écharpés

A Denain, le PCF dispose de ce qu'on appelle «une forte implantation». Il a repris en 1977 la municipalité qu'il avait perdue la fois précédente. Il a obtenu près de 50 % à lui tout seul, tandis que le PS a fait à peu près 25 %. Sur Usinor, il dirige à sa manière la CGT : celle-ci dispose d'un certain rapport de force puisqu'elle a environ 60 % des voix (et la CFDT 30 %).

Malgré ce poids écrasant, dont il use et même abuse, et justement à cause de cela, le PCF ne manque pas de rencontrer certaines difficultés avec bon nombre de travailleurs, y compris avec ses propres militants. Les manifestations des 8, 9 et 10 mars derniers en sont une illustration. Après les affrontements pendant deux jours avec les flics, les sidérurgistes ont pu voir le PCF dans ses grandes œuvres de récupération lors de la manifestation du 10. Et il n'en est pas sorti auréolé de prestige !

Ça avait commencé avec la sauvagerie de la répression policière à Quiévrchain et à Saint-Amand-les-Eaux. (Voir QdP du 8 mars). Le lendemain, les sidérurgistes révoltés, excédés sont dans les rues de Denain à l'appel de la CGT syndicale. La direction de la CGT propose d'aller manifester sur l'autoroute. C'est alors un tollé : «Non ! Non ! Au commissariat !». Un responsable de la CFDT rappelle alors les décisions prises à l'intersyndicale : «On sort les engins de l'usine et tout le monde reste bien groupé derrière». Et quand il a dit : «On y va», sans préciser de direction, tous les gars avaient dans l'idée d'aller au commissariat. Il n'y avait rien à faire, massivement ils voulaient «se le payer».

UNE UNITE D'ACTION BRISEE

Ces manœuvres du PCF n'avaient pas de prise immédiate sur les sidérurgistes. Il y avait, dans la rue, énormément de membres du PCF, même des délégués CGT qui étaient dans la lutte avec les gars de leur équipe. Ils n'ont pas été sensibles, dans le feu de l'action, à l'attitude hostile et au rôle de frein de leurs directions. Et il y avait en tous cas un net décalage entre ceux qui se battaient et ceux qui disaient : «Il faut rentrer dans l'usine». Beaucoup de gars du PCF n'étaient pas d'accord pour rentrer dans l'usine.

Pendant les affrontements, à un kilomètre de là, on a pu voir un petit attroupement. C'étaient les députés du PCF (Ansart, Bocquet) les maires et les conseillers municipaux de Denain et des localités voisines. Ils parlaient... devant les journalistes... à la télévision... Ils parlaient de ce qu'ils n'avaient pas vu... De la lutte que les sidérurgistes étaient en train de mener... Ils en parlaient... à leur manière.

Pendant que les sidérurgistes se battaient, le rouleau compresseur du PCF était à l'œuvre. Arrêter un mouvement en cours, sous prétexte d'en préparer un autre est l'une de ses tactiques. Quand les sidérurgistes ont perçu nettement que le PCF, et plus concrètement la direction de la CGT, étaient contre ce mouvement, un sentiment d'inquiétude les a gagnés.

Les sommets ont été atteints dans le rassemblement sur le stade. «L'appui matériel de la municipalité» s'était traduit par une tribune équipée d'une sono. Mais le PCF ne pouvait pas en rester là. Sa «mise en scène» s'est poursuivie. La tribune a rapidement été garnie de députés et d'élus en tous genres. Une seule condition suffisante mais néanmoins nécessaire pour accéder à la tribune : être un élu... du PCF. A tel point que le secrétaire de la section syndicale CFDT d'Usinor-Denain a eu beaucoup de mal à y monter. Il n'avait pas d'écharpe tricolore... Il n'était, au titre de l'intersyndicale, qu'organisateur, au départ, de cette manifestation !!

La municipalité qui avait fourni le micro l'a tout naturellement pris... et gardé ! Pendant d'interminables minutes, une vingtaine, le maire PCF, Henri Fiévez s'est

LA GRANDE SCENE DES ECHARPES Des négociations se sont tenues

entre les syndicats pour préparer cette manifestation du 10 mars. Il avait alors été nettement convenu que ce serait une manifestation «intersyndicale» avec «l'appui matériel de la municipalité» à l'image de celle du 22 décembre à Denain qui avait laissé un bon souvenir aux travailleurs par son caractère syndical et unitaire. En outre, le parcours en avait été déterminé. La manifestation passerait dans les rues de Denain, notamment la rue de Villars, pour se terminer par un rassemblement sur le stade.

Mais dès le cours même de la manifestation, le PCF s'est permis quelques initiatives tout à fait spécifiques.

Alors que la manifestation était en marche, une modification surprise intervint dans le parcours. A la toute dernière minute, sans tenir compte des décisions de l'intersyndicale et sans même la consulter, la municipalité (autour dire le PCF), fit dévier le cortège... pour l'éloigner du commissariat.

Alors que les sections syndicales CFDT de Denain et de Longwy s'en étonnaient et protestaient, ils se sont vu accuser «de chercher des incidents» par des membres du PCF envoyés par la municipalité à cet effet. Cette manifestation intersyndicale était donc déjà en train de devenir celle du PCF et celui-ci s'estimait être seul habilité à prendre les décisions, y compris en méprisant celles qui avaient été prises par l'intersyndicale, collectivement.

Visiblement, d'ailleurs, le PCF était décidé à jouer le grand jeu. Il avait rassemblé tous ses élus, venus de tout le département du Nord, en tête de cortège. Il leur avait donné un rôle de cortège. Il leur avait donné un rôle de cortège. Il leur avait donné un rôle de cortège.

UNE TRIBUNE TRES... PCF

Dans le cortège, le PCF faisait tout pour donner le ton. Il faisait scander : «Giscard-Barre-Mauroy vendus à l'étranger !» Le lamentable spectacle qu'il organisait a réussi à dégoûter rapidement un certain nombre de manifestants qui quittèrent le cortège en cours de route.

Les sommets ont été atteints dans le rassemblement sur le stade. «L'appui matériel de la municipalité» s'était traduit par une tribune équipée d'une sono. Mais le PCF ne pouvait pas en rester là. Sa «mise en scène» s'est poursuivie. La tribune a rapidement été garnie de députés et d'élus en tous genres. Une seule condition suffisante mais néanmoins nécessaire pour accéder à la tribune : être un élu... du PCF. A tel point que le secrétaire de la section syndicale CFDT d'Usinor-Denain a eu beaucoup de mal à y monter. Il n'avait pas d'écharpe tricolore... Il n'était, au titre de l'intersyndicale, qu'organisateur, au départ, de cette manifestation !!

La municipalité qui avait fourni le micro l'a tout naturellement pris... et gardé ! Pendant d'interminables minutes, une vingtaine, le maire PCF, Henri Fiévez s'est

étalé. C'est vrai qu'il avait beaucoup à dire. Il fallait qu'il fasse le «curriculum vitae» de tous les députés et conseillers municipaux du PCF qu'il fallait «remercier de s'être déplacés» (!).

Du coup, ceux du PS, qui étaient en bas de la tribune, criaient : «Mauroy aussi est là !» Il a fallu plusieurs minutes pour qu'on l'entende dire sans prononcer son nom : «Le président du conseil général est là».

«C'ETAIT HONTEUX !»

A la tribune on a entendu un délégué CGT d'Usinor-Denain, avec un badge CGT et tenant un bigo de la CGT crier : «Union action avec les communistes !». Un autre délégué CGT lui a alors fait remarquer : «Regarde ce que tu as dans les mains». «Ah merde je ne l'avais pas vu» répondit-il et il s'est tu... Il ne pouvait pas continuer ; il ne fallait pas trop exagérer.

Préoccupés par la teneur de leurs discours ces messieurs du PCF n'avaient pas vu Mauroy. Bon. Mais de Longwy ils n'avaient vu que Porcu, député (PCF) de là-bas. Ils n'avaient pas remarqué la délégation de travailleurs venus avec la CFDT ; ils étaient pourtant un groupe de 200. Et tandis que ceux-ci protestaient contre le sort qui leur était réservé, on entendit Ansart (député du Valenciennais et secrétaire de la fédération du Nord du PCF) remarquer en grognant : «ça c'est encore la CFDT, il n'y a qu'eux qui nous emmerdent...» Il ne se rendait pas compte, ce monsieur, du «malheur» que le PCF était en train de réaliser.

Rien que pendant l'intervention du maire, les gens s'en allaient par paquets. Un millier sont partis à ce moment-là. Dans les jours qui ont suivi on a entendu pas mal de militants du PCF qui disaient : «Je suis parti pendant l'intervention du maire. Ce n'est pas normal ce qu'il a fait. C'était honteux ! Honteux !». Ils étaient gênés, bien mieux ils étaient très sincèrement scandalisés par la démonstration de leur parti. Et ils n'avaient pas tout vu...

Avaient-ils seulement eu le temps d'entendre le maire de Denain remercier les syndicats de police d'être venus au stade ? Il n'a alors réussi qu'à soulever un tollé général de protestations. Les sidérurgistes qui étaient là n'avaient pas oublié, eux, la sauvagerie de la répression policière des jours précédents.

«JE VAIS LE DIRE EN CELLULE QUE C'EST INADMISSIBLE !»

Et après le maire, c'est Dumez, permanent de l'UD CGT à Lille, qui parla longuement, lui aussi. C'était le plan Davignon, l'Allemagne, les objectifs de production de l'acier en France...

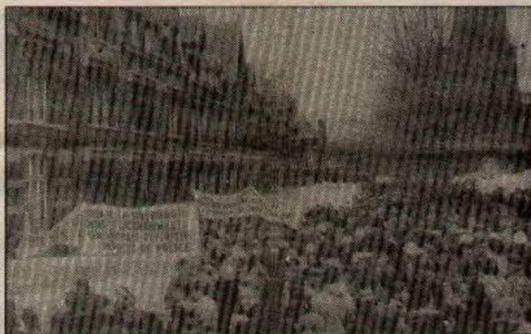
Pendant ces discours on avait entendu des jeunes de la JOC scander : «Nous sommes tous des personnalités !» «La parole aux travailleurs !». Ils n'étaient pas venus pour entendre les discours du PCF. Ils n'étaient pas venus non

fédération ouvrière, celle du Nord, dans une grande région industrielle, de surcroît touchée largement par la crise de la sidérurgie.

Il ne s'agit pas ici de réaliser une étude systématique et totale de la Fédération du Nord du PCF. Bien sûr. Mais nous avons vu à Dunkerque comment le PCF est contesté dans ses rangs sur sa pratique dans la CGT ; à Denain le rejet qu'il suscite dans sa tentative de récupération d'un mouvement de masse qui lui échappe à un moment donné ; à Lille, comment il s'affronte sornoisement aux travailleurs d'une municipalité de gauche.



Les sidérurgistes affrontent les CRS vers le commissariat le 8 mars.



Manifestation du 10 mars : les élus du PCF se mettent en avant.

plus pour se manifester contre lui. Ils étaient là tout simplement pour soutenir la lutte des sidérurgistes... Mais quand ils ont vu ce qui s'est passé, ils n'ont pas pu se retenir.

Le PCF avait soigneusement préparé son intervention dans ce rassemblement. Jusque dans la manière d'empêcher les autres d'intervenir. En effet, après le discours du maire et du responsable départemental de la CGT, les porteurs de banderoles ont été invités à faire demi-tour ; c'était le signe, pour les participants qui étaient encore là, que c'était terminé. Peu importe que d'autres orateurs aient encore à intervenir. Ce n'était plus des membres du PCF...

La direction du PCF croyait-elle avoir atteint le but qu'elle s'était fixé ? En tout cas le résultat effectif de cette journée c'est l'impact réel qu'elle a eu auprès des travailleurs. Publiquement, des organisations ont protesté par l'envoi de lettres à la presse ; ainsi la CFDT, la JOC, le CSCV... Mais ceci n'était que la surface d'une protestation plus profonde, d'une rancœur large contre la grande manipulation à laquelle s'est livré le PCF.

Tout le monde était écœuré, y compris et en nombre des militants du PCF. On les a entendu dire : «J'ai toujours voté communiste. Mais ce qu'ils ont fait là, c'est inadmissible. Et je vais le dire en cellule ce c'est inadmissible !» Certes, quand des ouvriers, au sein du PCF, s'opposent à la

direction de leur parti, ça ne fait pas grand bruit sur la place publique. Souvent même, ils se retirent discrètement sans trop rien dire, écœurés tout simplement. A Denain, en tout cas, il s'est passé quelque chose... qui ressemble fort à de la contestation, n'en déplaise à la direction du PCF.

direction de leur parti, ça ne fait pas grand bruit sur la place publique. Souvent même, ils se retirent discrètement sans trop rien dire, écœurés tout simplement. A Denain, en tout cas, il s'est passé quelque chose... qui ressemble fort à de la contestation, n'en déplaise à la direction du PCF.

Les dockers du port de Dunkerque et la CGT

Les dockers du port de Dunkerque sont, depuis deux ans, organisés dans l'Union locale maritime. Les contradictions s'étaient accentuées au sein de la CGT entre eux et la pratique syndicale impulsée dans la CGT par la direction du PCF.

Ces contradictions ont été aussi pour une part le reflet de divergences au sein même du PCF notamment sur l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, sur l'alliance avec le PS, sur l'absence de démocratie au sein de la CGT...

Nous publions ci-dessous des extraits significatifs d'une résolution adressée le 2 mars 1979 à l'Union locale de Dunkerque :

«Les dockers de Dunkerque réunis en Assemblée générale sur les tas au B.C.M.O., apprennent qu'une Assemblée générale de l'U.L. de Dunkerque a lieu actuellement à Coudekerque-Branche où leur organisation syndicale, leur U.L.M., leurs décisions de lutte et leurs dirigeants sont salis et attaqués. Cette façon ignoble et inadmissible pour une organisation de lutte que doit être la CGT est le fait de quelques personnes auxquelles nous ne mélangeons pas les militants de la région dunkerquoise. Les dockers de Dunkerque demandent aux autres syndicats, dirigeants et travailleurs de comprendre que jamais les dockers de Dunkerque n'ont abandonné la lutte et les objectifs prolétariens (...). Les dockers de Dunkerque qui se sont tus jusqu'à présent, réagissent publiquement s'il le faut contre toute attaque perfide de quel côté que ce soit, par les A.O.P. ou par des pseudo-dirigeants cégétistes.

Assemblée générale des dockers sur les tas Dunkerque le 2 mars 1979

LE PCF CONTRE LA DEMOCRATIE SYNDICALE

Dunkerque: «Le manque de démocratie dans la CGT, c'est la même chose que dans le PCF»

Nous déclarons un sidérurgiste, membre du PCF

Il est sidérurgiste à Usinor-Dunkerque. Il est membre du PCF depuis 8 ans. Aujourd'hui il a sa carte 1979... mais pas les timbres

► Quand la direction du PCF dit qu'il n'y a pas de problèmes avec ses militants ouvriers, qu'est-ce que cela signifie, concrètement, ici ?

Nous, les divergences qu'on a avec le PCF, c'est sur la démocratie ; c'est une divergence importante. On n'en a pas au niveau des revendications. Là, on peut lui faire confiance... Mais le problème c'est la démocratie syndicale. Et le manque de démocratie à l'intérieur de la CGT c'est la même chose qu'au sein du PCF. Ça, c'est un grand débat qu'il faudrait avoir dans le PCF. Et je crois que ça serait houleux... Malheureusement il ne peut pas avoir lieu ; c'est bloqué. Si un jour il y avait un débat sur la démocratie au sein du PCF, il y aurait pas mal de têtes qui tomberaient... et c'est justement ceux qui bloquent tout. Fait pas dire, L'Huma passe des choses... mais il y a aussi certaines choses qui sont bloquées...

Et dans Liberté ? (1)

Je ne le lis pas. Il n'y a rien dedans. On pourrait attendre qu'il montre par exemple toutes les luttes qu'il y a dans la région, ce qui se passe dans les boîtes. En fait, il en parle très peu... Dans un journal, je n'aime pas voir une grande page où il n'y a que de la publicité... Ça ne m'intéresse pas... Il y a souvent les personnalités du Parti, mais il ne parle pas assez de la région. Actuellement on en sait plus dans La Voix du Nord que dans Liberté.

On en avait déjà débattu du fait que dans Liberté, il n'y a rien dedans. La réponse qui nous a été faite, à nous, c'est parce que nous n'apportons pas assez d'éléments. Mais quand on porte quelque chose à La Voix du Nord, on le porte aussi à Liberté (un communiqué, un texte à passer). Il y a même des communiqués syndicaux qui passent dans d'autres journaux mais pas dans Liberté.

Actuellement Liberté passe certaines choses sur le conflit, mais c'est tous les jours qu'il devrait y avoir quelque chose, tous les jours... avec des photos... Par exemple, les gars d'Usinor ont bloqué les rues avec ceux des bus (2). Dans Liberté, il devrait y avoir une photo avec «les gars d'Usinor bloquent la ville avec ceux des bus».

► — Il n'y a rien dans Liberté ?

Je ne l'ai pas lu (3).

— Que critiques-tu dans le fonctionnement du PCF ?

Actuellement, au PCF, qu'est-ce qui se passe ? Tout se dit là-bas, au comité central ; ça redescend aux échelons fédéraux, et quand ça arrive dans les sections, tout a été discuté... C'est terminé, tu n'as plus qu'à dire amen. Ce n'est pas ça qu'on veut, nous. J'avais posé ma candidature pour le comité régional du PCF : elle a été refusée... parce que la ligne avait été décidée... Il ne fallait donc pas.

J'espérais faire évoluer le PCF à Usinor-Dunkerque parce qu'il en avait besoin... Je voulais le faire évoluer dans le sens des travailleurs. Il n'était plus révolutionnaire, comme il devrait l'être. Et ça remonte à loin. Moi, j'y suis entré, parce que c'est de famille. Un gars qui n'a pas de famille dans le PCF, il vient peut-être, à la longue, mais c'est rare. Ou alors, c'est des jeunes qui sont désorientés, à cause du chômage par exemple : ils croient qu'ils vont y trouver une attitude. Ce n'est pas une question d'adhésion... J'ai été membre du PCF pendant 8 ans... J'ai ma carte 1979, mais je n'ai pas de timbres. Je me suis mis à l'écart... Il y en a peut-être d'autres comme moi, chacun fait comme il veut... Ça ne se discute pas dans les réunions. De toutes façons, je ne vais même plus aux réunions. Je suis juste allé voir les candidatures qu'ils allaient présenter aux cantonales, j'ai été écœuré. Ça s'est passé comme ça : il y a un responsable qui a dit que le comité central et le fédé ont décidé de présenter untel et puis c'est tout.

► — Comment un militant du PCF, comme toi, a ressenti l'échec de la gauche en mars 1978 ?

L'échec de la gauche en 1978 ça a été aussi l'échec de la CGT. Dans toutes les grosses boîtes, on a fait un plongeon aux élections. Ici, la CGT a perdu deux sièges aux élections de comité d'entreprise en octobre 1978. Au bénéfice de la CFDT. Regarde Renault, ça a été la même chose. Toutes les grosses boîtes pour ainsi dire... L'échec de la CGT on l'a ressenti durement. L'accord du lundi 13 entre les deux tours, à l'origine ça en a parlé... Dans l'usine ça en a parlé ; ils disaient que la gauche devait faire comme au 1er tour, chacun de son côté, PS et PC... Là on aurait peut-être gagné les élections. Il n'était pas bon de faire un accord...

— Comment un militant du PCF, comme toi, a ressenti l'échec de la gauche en mars 1978 ?

L'échec de la gauche en 1978 ça a été aussi l'échec de la CGT. Dans toutes les grosses boîtes, on a fait un plongeon aux élections. Ici, la CGT a perdu deux sièges aux élections de comité d'entreprise en octobre 1978. Au bénéfice de la CFDT. Regarde Renault, ça a été la même chose. Toutes les grosses boîtes pour ainsi dire... L'échec de la CGT on l'a ressenti durement. L'accord du lundi 13 entre les deux tours, à l'origine ça en a parlé... Dans l'usine ça en a parlé ; ils disaient que la gauche devait faire comme au 1er tour, chacun de son côté, PS et PC... Là on aurait peut-être gagné les élections. Il n'était pas bon de faire un accord...

► Qui est passé pour un ac-

cord bideu...

Oui... on savait très bien que malgré ce truc-là... les gars n'y ont pas cru à l'accord. Ils ont dit, c'est un truc électoral, pour attirer le monde. Les gars disaient même que si on gagnait les élections, cet accord-là serait remis en cause après les élections et qu'il n'y en aurait jamais eu d'autre.

Au lendemain du 2e tour, tout le monde était écroulé... Les gars disaient aussi : «On a fait notre boulot». C'est vrai, dans le Nord-Pas-de-Calais, les députés de droite ne font plus les poids.

— Et l'unité avec le PS ?

Moi, je ne suis pas d'accord avec les socialistes. Même s'ils étaient venus au pouvoir. Je les déteste.

— C'est de père en fils, au sein du PCF, sur le Nord...

Mitterrand a tapé sur les mineurs... A l'époque, le père de ma femme, qui était en grève, s'est fait taper sur la gueule par des socialistes... Actuellement, si les socialistes étaient là, on aurait aussi les CRS.

— Tu parlais tout à l'heure du manque de démocratie syndicale dans la CGT, à cause de sa direction par le PCF...

Actuellement, le secrétaire de la

mais ils n'étaient pas dans la bonne orientation ; ils étaient alors bloqués par la direction du syndicat. Il y en a un, par exemple, qui était bloqué il y a quelques années, parce qu'il avait discuté avec des militants du PCR.

► — Comment cela peut-il changer dans le syndicat ?

Actuellement, le syndicat doit changer. Il change. Parmi les délégués qui sont là actuellement, il y en a de nouveaux. Mais arrivés à un certain niveau, ils seront bloqués, comme tout le monde. Ils peuvent changer quelque chose parce qu'ils ont les masses avec eux. Mais quand ils vont discuter au niveau d'un conseil syndical ou bien d'un bureau avec les têtes dirigeantes, ils se feront bloquer comme nous. C'est là qu'on écœure les bons délégués. Moi j'ai été écœuré par rapport à ça. C'est là que j'ai vu comment ça se passait.

Par rapport à un ralentissement dans le syndicat, il faut des gars comme ça pour relever le syndicat et foutre en l'air la direction. C'est des gars du PCF à la direction du syndicat qui ont provoqué ce ralentissement. C'est d'ailleurs parce qu'ils avaient une orientation à tenir.

Il y a même un secrétaire du syndicat (membre du PCF) qui a été foutu en l'air parce qu'il n'était pas d'accord sur la démocratie. Il

Le PCF sur Usinor-Dunkerque

Sur l'ensemble de l'usine, environ : 200 cartes, 15 distributeurs de tracts, 6 personnes à une réunion récemment sur l'ensemble de l'usine et environ 10 000 sidérurgistes !

CGT est dépassé par les événements. Il n'est plus à sa place. La base le pousse. Moi, je dis qu'un secrétaire dure 5 ans ; au-delà, ses idées sont épuisées, il en faut un autre qui remue les choses.

► Ses idées... ?

Un délégué se trouve bloqué, parce qu'il n'arrive plus à faire passer la ligne de la direction.

Aux élections du comité d'entreprise, et à celles de délégués du personnel, le taux d'abstention a monté. Il y a des gars qui sont dégoûtés par les directions syndicales. On leur reproche surtout de ne pas être sur le terrain (4).

Il vient d'y avoir une nouvelle montée de jeunes délégués ; c'est une nouvelle génération. Même moi, qui étais encore délégué il y a un an, je suis dépassé par cette génération là. Ils ont une autre vision du développement, ils ne voient plus les mêmes choses. Par rapport aux mouvements actuels, par exemple : avant est-ce qu'on serait sorti dans les rues ? Avant on était bloqué par la direction des syndicats. Ces jeunes délégués, c'est du sang neuf ; c'est des gars qui ont la trentaine ; c'est des jeunes moins par l'âge que par le point de vue. Je dis des jeunes, peut-être qu'il y en a certains qui, il y a quatre ans, auraient voulu être délégués...

(1) Liberté est un quotidien régional du PCF. (2) Voir Le Quotidien du Peuple du 12 avril. (3) Sur cette action des sidérurgistes d'Usinor avec les chauffeurs de la SADO, il y avait 12 lignes dans Liberté, noyées au milieu d'un article. (4) Le PCF cherchant à occuper tous les mandats syndicaux, il se produit une aspiration se développe contre le cumul des mandats, pour que les délégués soient plus proches, plus disponibles pour les travailleurs.

Mardi : Lille : le PCF face aux employés d'une municipalité de gauche

L'EAU, LA VIE, L'ARGENT...

Nous commençons aujourd'hui une série d'articles sur les problèmes de l'eau : gestion, ressources, pollutions. Au cours de cette série, nous ne parlerons que des eaux continentales, c'est-à-dire des eaux de surface et des eaux souterraines, à l'exclusion des eaux de la mer sur lesquelles le QdP a déjà édité une série d'articles, notamment lors des grandes pollutions comme celle de l'Amoco Cadiz.

INCOHÉRENCE, GABEGIE, RACKET : LA GESTION DES EAUX EN FRANCE

Philippe SANTERRE

Chacun d'entre nous a en mémoire la sécheresse de l'été 1976 ou les pollutions de rivières, comme celle du Rhône par l'usine PUK de Pierre-Bénite, près de Lyon. Episodes qui nous ont amenés à considérer l'eau comme une ressource à laquelle on devait prêter attention. L'eau est-elle rare en France ? Risquons-nous d'en manquer ?

La réalité n'est pas là : les ressources sont abondantes, mais la gestion actuelle aboutit à nous faire payer bien cher les affaires juteuses de certains.

Régulièrement, l'utilisation de l'eau par habitant ne cesse de croître, la population aussi. C'est dire que les besoins s'accroissent vite. Ainsi en 1973, il a été prélevé en France 23 milliards de mètres cube d'eau douce et l'on estime à 40 milliards le chiffre pour l'an 2000. D'où provient l'eau utilisée aujourd'hui ?

Pour 5 milliards, les prélèvements se font en eau souterraine ; le reste provient de rivières, lacs ou retenues : ce qu'on appelle les eaux superficielles.

Or, l'eau disponible actuellement en France, c'est-à-dire l'eau qui se renouvelle, est de l'ordre de 70 milliards de mètres cube pour les eaux de surface et de 100 milliards pour les eaux souterraines. Il n'y a pas de problème de ressource d'eau en France. Mais il y a un taux très bas d'utilisation des eaux souterraines qui situe la France au 9^e rang des 12 pays d'Europe occidentale. Pourtant, les eaux souterraines ont l'avantage d'être abondantes en période de sécheresse et de bonne qualité. Alors pourquoi cette disproportion ? Cela ne tient qu'à la gestion des eaux.

Cette gestion est incohérente. Elle dépend pour simplifier :

- des directions de l'Agriculture pour les nappes et les cours d'eau non domaniaux et à l'exté-

rieur des villes de plus de 25 000 habitants ;

- des directions de l'Équipement pour les cours d'eau domaniaux, les nappes alluviales qui en dépendent et pour les villes de plus de 25 000 habitants ;

- du Service des Mines pour les nappes profondes (la profondeur varie avec les endroits) ;

- enfin du ministère de l'Environnement pour les questions de pêche.

Il aurait bien évidemment été trop simple (et ne sait-on jamais, plus efficace ?) de confier cette gestion à un seul ministère !

Aussi pour ne léser aucun de ces services ayant quelque pouvoir en matière d'eau, le gouvernement a-t-il décidé de créer une coordination de l'eau : en 1964, s'est mis en place un comité interministériel et aux niveaux régionaux des comités techniques de l'eau qui sont chargés de coordonner les études et sont composés de représentants de chacun des trois principaux ministères concernés. Ont été mises sur pied aussi les Agences de Bassin, au nombre de 6, dépendant quant à elles de 7 ministères au moins. Inutile de dire, surtout lorsqu'on connaît un tant soit peu ce que sont les administrations en France, quelle anarchie et quel immobilisme découlent de cette dispersion des compétences - ou plus exactement des incompétences. Ainsi, alors que la loi de 1964, qui avait mis sur pied les instances de coordination, avait également prévu la réalisation de l'inventaire général de qualité des eaux et la définition des objectifs de qualité, il a fallu attendre 1971 pour que les ministères concernés décident d'établir les cartes correspondantes ! Si, d'ailleurs les cartes de l'inventaire existent, c'est loin d'être partout le cas pour les cartes d'objectifs.



Espace gaspillé, dépenses excessives : les stations d'épuration (ici, celle de la C.V. de Lyon, à Pierre-Bénite)

LA DISTRIBUTION DE L'EAU : DE JUTEUSES AFFAIRES !

L'eau de consommation domestique représente quant à elle 4 milliards de mètres cube. 50 % seulement proviennent des eaux souterraines. L'approvisionnement en eau potable et la gestion des réseaux d'adduction sont confiés pour plus de 50 % à des sociétés privées dont deux, la Compagnie générale des Eaux et la Société lyonnaise des Eaux se partagent 80 % du gâteau. Cette situation de quasi monopole aboutit à ce que ces sociétés préfèrent, pour leur plus grand profit, construire de vastes réseaux d'adduction qui font venir l'eau de rivière et l'épurent à grands frais, plutôt que de capter les eaux souterraines plus propres et souvent directement utilisables sur place. Cela ne les empêche pas de rejeter directement en rivière les boues des qu'elles font construire. Résultats de ces opérations :

- le prix de l'eau distribuée en France variait en 1978 de 0,60 à 6 francs le mètre cube et la qualité de l'eau distribuée est de jour en jour plus douteuse. De ce fait, la France a le triste privilège d'être au premier rang mondial de la consommation d'eau de table en bouteilles.

- Ces pratiques n'ont jamais favorisé l'exploitation et la recherche des eaux souterraines. Dans notre pays, malgré un potentiel humain important en hydrogéologie (science qui s'occupe des eaux souterraines) et des techniques et moyens de forage avancés, l'inventaire des ressources n'est qu'à peine commencé.

AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE EAUX SOUTERRAINES ET DES EAUX DE SURFACE

LES EAUX SOUTERRAINES

Avantages

- disponibilité permanente même pendant les sécheresses
- réserves d'eau de bonne qualité en général assez bien protégées contre les pollutions
- coût total de production peu élevé. Moyenne en 1967 : pompage : 0,06 F/m³ forage équipé : 0,03 F/m³ total : 0,09 F/m³
- répartition des aquifères étendue sur tout le territoire
- exploitation nécessitant une faible occupation de sol

Inconvénients

- ressources cachées
- débits souvent assez modestes

LES EAUX DE SURFACE

Inconvénients

- Insécurité d'approvisionnement en période de sécheresse
- Grande vulnérabilité à la pollution, qualité souvent médiocre, goût et saveur désagréables
- Coût de production élevé. Moyenne en 1967 : captage : 0,02 F/m³ traitement : 0,12 F/m³ total : 0,14 F/m³
- Répartition localisée
- Installation de traitement et réseaux d'adduction occupant de grandes surfaces

Avantages

- Ressources visibles
- Débits souvent élevés

LES LECONS DE LA SECHERESSE DE 1976 TIREES PAR LE GOUVERNEMENT

Suite à la sécheresse de 1976, le Bureau de Recherches Géologiques Minières avait établi un programme de recherche prévoyant le forage de mille nouveaux puits. Le budget de 1977, voté quatre mois après la sécheresse, a débloqué l'argent nécessaire pour effectuer... un forage de 60 mètres !

L'EAU DECOUPEE EN TRANCHES ?

Aucune politique globale n'existant, chaque commune doit résoudre par elle-même la question de son approvisionnement en eau, alors que pour les eaux souterraines la seule possibilité de gestion cohérente se trouve au niveau de l'ensemble de la nappe ; ce qui n'a rien à voir avec le découpage communal. Résultats :

- inexploitation des eaux souterraines et insuffisance des recherches ;
- aucune protection des eaux souterraines n'est réalisée. De ce fait, des ressources immenses sont gâchées inutilement ;
- réalisation de stations d'épuration importantes et bien souvent trop grandes. Or, une station d'épuration surdimensionnée fonctionne toujours mal ;
- coûts prohibitifs de l'eau ;
- risques de manque d'eau en cas de sécheresse.

DES BOUTEILLES QUI RAPPORTENT

La production et la consommation d'eau en bouteilles en France sont les plus élevées du monde. Leur croissance est la plus rapide de tous les pays de la communauté européenne (doublement entre 1955 et 1965 et entre 1965 et 1972). Les Français dépensent autant d'argent pour l'eau en bouteilles que pour l'eau destinée à l'ensemble des usages domestiques. Le prix du litre d'eau en bouteille est 1 000 fois plus élevé que celui du litre d'eau du réseau d'adduction ; ce n'est pas de l'argent perdu pour tout le monde !

Pourquoi cette situation alors que l'eau du robinet est potable et que l'eau en bouteille ne correspond pas toujours aux normes de qualité demandées à l'eau potable ? (Les eaux en bouteilles contiennent souvent trop de sels minéraux et sont parfois de qualité biologique douteuse).

C'est que l'eau des adductions qui provient pour 50% des rivières a souvent très mauvais goût du fait des produits utilisés pour la désinfecter : utilisation massive de chlore...

RESSOURCES ET UTILISATION DE L'EAU EN FRANCE

en milliards de m ³	ressources totales	ressources exploitables	quantités exploitées	ressources inemployées
eaux de surface	70	50	18 (36 %)	32
eaux souterraines	100	50	5 (10 %)	45

La différence entre les ressources exploitables et les ressources disponibles tient au fait qu'il n'est pas possible techniquement ou économiquement de capter toute l'eau d'une nappe ou de prélever toute l'eau d'une rivière.

en milliards de m ³	utilisation totale en 1973	part des eaux souterraines	part des eaux de surface	prévision totale an 2 000
usage domestique	4	2	2	6
agriculture (irrigation)	5	1	4	9
industrie	4	1,5	2,5	7
centrales thermiques et nucléaires	10	0,5	9,5	18
Total	23	5	18	40

CONTRÔLE RENFORCÉE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ SUR LES HÔPITAUX

Simone Veil veut rentabiliser

Avant de quitter son poste au gouvernement, Simone Veil tient à parfaire sa politique de rentabilisation de la santé. Un projet de loi présenté par le ministre de la santé et de la famille et adopté par le conseil des Ministres de mercredi donne désormais au ministre tout pouvoir sur la gestion des hôpitaux.

Le projet précise en effet que le ministre «a le pouvoir de se substituer aux conseils d'administration des hôpitaux du secteur public afin d'adopter les mesures nécessaires au remodelage éventuel des établissements, notamment par la création ou la suppression de services, de lits d'hospitalisation ou d'équipements en matériel lourd».

Pour justifier ce droit de regard absolu, l'argument officiel le plus couramment avancé est la volonté d'éviter le suréquipement de certains hôpitaux ainsi que parallèlement la possibilité de mieux répartir les équipements nouveaux. Sur ce dernier point, on peut déjà observer que ce n'est pas simplement par le biais de la répartition des équipements de pointe qu'on pourra lutter contre «l'hospitalo-centrisme», c'est-à-dire la concentration des «compétences médicales» dans la région parisienne et les grandes villes universitaires.

Quant au «suréquipement» de certains hôpitaux dont paraissent s'étonner aujourd'hui les responsables de la politique de la santé, il n'a rien de mystérieux puisque l'agrément de la Sécurité sociale est nécessaire pour l'acquisition des matériels. Elle ne s'est donc pas faite à leur insu.

Par ailleurs, le terme même de «suréquipement» mérite d'être précisé. Il est sûr qu'on assiste dans certains hôpitaux à une course aux équipements modernes, qui se dévalent

assez vite en raison de l'apparition de techniques nouvelles. Une fois acquis, ce matériel est parfois utilisé d'une manière abusive, afin de l'amortir. Par exemple, la scintigraphie



qui permet de photographier des organes malades après injection dans le sang d'isotopes, pourrait souvent être avantageusement remplacée par d'autres types d'observation tels qu'une radiographie, d'autant que le procédé n'est pas sans danger. Mais l'appareil étant disponible, la tentation est grande de multiplier les prescriptions.

SUREQUIPEMENT OU INADAPTATION ?

Cela dit, on peut constater d'un autre côté que de nombreuses techniques de pointe utiles aux malades font souvent cruellement défaut dans les hôpitaux. En donnant au ministre le droit de refuser l'acquisition de matériel lourd, le projet de loi est particulièrement dangereux : il peut aboutir à priver les mala-

des des nouvelles avancées technologiques de la médecine.

La logique d'ensemble dans laquelle il s'inscrit est en effet une politique systématique d'économies, de rentabilisation des hôpitaux. Leur budget est orienté vers une autonomisation poussée, sur le modèle d'une entreprise quelconque, ce qui restreint les possibilités d'équipement lourd. De plus, ils sont

équivalents à remplir davantage. Pour le malade, c'est un éloignement supplémentaire de son lieu d'hospitalisation. La carte hospitalière prévoit même des suppressions de certains petits hôpitaux jugés peu rentables.

INSECURITE POUR LES MALADES

Vu le pouvoir dont jouissent encore les chefs de

encouragés à pratiquer une rotation rapide des malades. Pour les accouchements, par exemple, le prix forfaitaire est prévu pour couvrir une hospitalisation de 10 jours. Aujourd'hui, la durée effective de séjour est de 5 ou 6 jours sans que le forfait soit abaissé pour autant. Même chose pour les opérations. Jouant sur le peu de goût — bien compréhensible vues les conditions d'hospitalisation — qu'ont les malades à séjourner longtemps à l'hôpital, on les fait sortir au plus vite, ce qui n'est pas sans risque pour ceux qui ont besoin de soins prolongés. Sur cette base, «remodeler» un service, cela peut vouloir dire supprimer des lits en exigeant une rotation plus rapide ou supprimer carrément un service sous prétexte que dans l'hôpital d'une ville voisine il y a un service

service et compte tenu des résistances syndicales, cette politique de rentabilisation ne se fait pas sans difficulté. En sautant l'échelon du conseil d'administration pour confier la décision directement au ministère, le gouvernement pense mieux faire passer une politique déjà bien entamée, et que le projet de loi vise à accélérer. En parlant de suréquipement alors qu'il faudrait plutôt parler d'inégalité des équipements, l'argumentation officielle dissimule les véritables intentions du projet de loi et passe sous silence une autre réalité des hôpitaux aujourd'hui, celle de la pénurie de personnel à tous les niveaux qui fait grandir l'insécurité pour les malades.

Claude ANCHER

La librairie populaire vous propose ce mois-ci :

— Les derniers livres de réflexion sur le PCF dont :

Un parti peut en cacher un autre de Molina, Maspéro - 22 F

La singularité d'être communiste de Raymond Jean, Seuil - 39 F.

Trente ans de parti de Jean Rosny, 10/18 - 25 F

Changer le PCF ? de Duhamel, PUF - 49 F

Des brochures : luttés et débats, texte de résolution de la cellule Picasso, etc...

— Des livres sur l'actualité :

L'Iran, la révolution au nom de Dieu par Claire Brière, Seuil - 45 F

Vietnam, j'ai choisi l'exil par Viet Tran, Seuil - 32 F

Crise et inflation, pourquoi ? par Lipietz, Maspéro - 80 F

— Des nouveautés dans tous les domaines :

Procès en république fédérale d'Allemagne par Klaus Croissant, Maspéro - 22 F

La CGT à l'épreuve du droit par Pierre Bance - 49 F

La France antisémite par J. Laloum, Syros - 45 F

Histoire des idéologies, par Châtelet en trois tomes - 61 F chaque

Mon combat continue par le juge Pascal, Seghers - 48 F

L'Algérie ou la mort des autres roman témoignage - 29 F

Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier-témoignage - 65 F

Et toujours des brochures (femmes, justice, psychiatrie, quartier, etc), les livres des dissidents des pays de l'Est, un grand choix de romans populaires, des livres en soldes... etc.

Toute commande peut être passée par téléphone. Ouverte du mardi au samedi de 10 heures à 20 heures.

Le débat : «Littérature prolétarienne, littérature ouvrière : histoire d'un débat, quelle réalité aujourd'hui...» aura lieu le samedi 5 mai à 15 heures à la librairie. 23 rue St Sauveur - 75 002 Paris. Tel. : 508 82 87.

● ILS VIVENT, ILS LUTTENT, ILS SE COORDONNENT

De nombreux comités de soldats existent encore, d'autres sont apparus dans de nombreuses casernes. La résistance à l'embarquement continue.

Pourtant les comités restent isolés, confinés à leur caserne. Aujourd'hui il est plus que temps de se réunir pour faire le point sur les problèmes de nos interventions, des perspectives d'ensemble du mouvement des soldats.

Nous appelons tous les comités, tous les regroupements de soldats à une coordination nationale le week-end du 1^{er} mai et à participer aux initiatives traditionnelles à cette occasion.

Communiqué de la coordination parisienne des comités de soldats.

● «LÉGITIME DÉFENSE» : COMMERCANTS DE CHOC EN AVIGNON

Se plaignant du manque d'effectifs des flics, et d'une recrudescence de la délinquance, des petits commerçants, tous syndiqués au corporatiste CID-UNATI de Gérard Nicoud, ont, à l'initiative du président de la chambre de commerce de la ville, mis sur pied des milices, arborant des étiquettes de leur syndicat. Parmi les recrues, des pratiquants de la théorie de «légitime défense», cette association qui assimile les biens à la personne.

Pourtant, officiellement les délits qui sont le prétexte à cette démonstration de force sont en baisse de près de la moitié dans les derniers mois. Bien qu'ils ne soient pas armés, les miliciens ne rejettent pas cette éventualité, et revendiquent d'ores et déjà les «bavures» qui pourraient se produire lors de leurs rondes nocturnes.

En Avignon, le PCF réclame 60 flics supplémentaires, une revendication qui aura peut-être encouragé les commerçants dans leur entreprise qui exerce, de fait, une pression allant dans le même sens. Dans le Vaucluse, existait déjà une telle milice, à Caumont-sur-Durance, à l'initiative du maire PS...

● SUITES DES EVENEMENTS DE DENAIN : DEUX MANIFESTANTS CONDAMNÉS

Le tribunal correctionnel de Valenciennes a condamné ce mercredi deux manifestants trouvés en possession d'armes à feu lors des violents affrontements entre la population et les flics le 7 mars dernier.

Les deux prévenus sont condamnés à des peines de prison de huit mois dont six avec sursis. Les magistrats ont retenu comme circonstances atténuantes l'état d'exaspération de l'ensemble de la population lors des événements, et le fait que les armes n'ont pas servi.

● Un médecin contre l'Ordre :

«Je réclame le droit de n'adhérer qu'aux associations professionnelles de mon choix»

Le docteur Denais est assigné devant les tribunaux parce qu'il refuse de verser ses cotisations au Conseil de l'Ordre des médecins.

Denais estime que cet Ordre, et l'obligation d'adhésion, est une entrave à son activité de médecin, et s'explique : «Après s'être opposé à la contraception, l'Ordre a tenté d'empêcher la légalisation de l'avortement par des pressions et une campagne utilisant largement le produit des cotisations lors des débats sur la loi Veil». Aujourd'hui encore, constate Denais, l'Ordre des médecins s'oppose dans les faits, par l'intermédiaire des chefs de service des hôpitaux, à l'application de cette loi. Il souligne la collusion de l'Ordre et du patronat concrétisée par la création d'un corps de médecins-flics, chargé de lutter contre l'absentéisme par le contrôle des arrêts délivrés par les médecins traitants. Denais dénonce également la participation de l'Ordre à l'établissement de «profils» des médecins dans le but d'exercer une pression sur ceux-ci et de limiter le nombre d'arrêts de travail : les «bons» toubibs deviendraient évidemment ceux qui en

délivrent le moins... Où est l'intérêt du malade ?

«En refusant de payer la cotisation à l'Ordre des médecins, conclut Denais, j'affirme que la santé est l'affaire de chacun et ne relève pas de la seule compétence d'un corps médical, de plus arbitrairement représenté par un organisme n'agissant qu'en fonction de son idéologie réactionnaire et de la défense de ses privilèges. Je réclame le droit de n'adhérer qu'aux associations professionnelles de mon choix».

Rassemblement lors du procès au tribunal
d'instance, à la mairie du 20^e
à Paris - Mardi 24 avril à 14 heures

- Pour lutter efficacement contre les licenciements dans l'éducation, venez à l'assemblée générale du comité des non-titulaires de l'éducation :
SAMEDI 21 AVRIL, 15 HEURES,
BOURSE DU TRAVAIL, SALLE PELOUTIER,
3 RUE DU CHÂTEAU D'EAU, 75 010 PARIS
M^o REPUBLIQUE

Nous préparerons une action sur le réctorat de Créteil qui aura lieu le mercredi 25 avril. Cette action se passera en même temps dans plusieurs académies, Amiens, Tours, Paris, Créteil etc... Nous envisagerons aussi la poursuite de la lutte.

Comité des non-titulaires de l'Éducation

ITALIE

LE MOUVEMENT SYNDICAL FACE A LA POLITIQUE DE COMPROMIS HISTORIQUE

(suite)

Dans le cadre d'une enquête sur le débat actuel au sein du mouvement syndical italien, face à la politique de «compromis historique» des révisionnistes, nous avons publié dans le Quotidien de vendredi, puis de samedi dernier, un entretien avec le secrétaire de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FLM) pour la région de Lombardie, Pedroni. Nous publions aujourd'hui un autre point de vue sur le débat en cours, celui que nous a exposé Mattima, secrétaire général de la FLM, où il représente la composante UIL (la UIL fut fondée en 1948 par des syndicalistes liés au parti socialiste). Un débat très profond et intense existe dans la classe ouvrière italienne depuis les années 69-70, qui se cristallise dans les syndicats, et qui concerne son organisation et ses objectifs. Pedroni, secrétaire de la FLM pour la région Lombardie, nous a montré comment le débat a pris une nouvelle vigueur à la suite de l'adoption de la plateforme dite de l'EUR, en janvier 1978, qui entendait subordonner le syndicat à la politique de compromis historique, et les conséquences que cela a eues sur la définition des plateformes revendicatives en vue du renouvellement des contrats collectifs patronat-syndicats. Cela donne lieu à une situation syndicale complexe : comme le montrent les propos de Mattima, secrétaire général de la FLM, représentant la composante UIL, les appréciations ne sont pas en tous points identiques à l'intérieur même du syndicat pour ce qui concerne les évolutions en cours. L'une des principales questions paraît être : quel est le contenu précis à donner à l'autonomie syndicale, qui fait l'unanimité parce qu'aujourd'hui il est impossible de se

prononcer contre, tant l'aspiration en est profonde ? S'agit-il de créer un rapport de forces qui permette à la classe ouvrière de s'affirmer de plus en plus face à la bourgeoisie italienne, de contribuer à la définition d'un programme qui lui soit propre, ou s'agit-il de définir une place au syndicat dans le système politique en place ? L'expérience de l'EUR mais aussi une revendication telle que celle du droit à l'information montrent que ce débat existe et qu'il est loin d'être tranché. Les réponses fournies à ces questions par Mattima ne lèvent pas du tout les ambiguïtés.

Si pour une large part le renouveau de la lutte syndicale repose sur un bilan assez négatif de la politique dictée par le compromis historique, et la prise en compte des aspirations de la base refusant le plan d'austérité, rien ne dit que des accommodements ne puissent être définis entre l'«opposition constructive» à laquelle se prépare le PCI et des revendications plus affirmées par les syndicats. Il faut cependant retenir que l'un des plus clairs résultats de la politique de compromis historique a été une défiance sourde, et souvent ouverte, à l'égard du gouvernement «d'union nationale», objectif stratégique du PCI. Cela est une donnée de fait : le PCI devra toujours compter avec cette défiance ; mais celle-ci dans l'ensemble du mouvement syndical, ainsi que le montre la dernière réponse de Mattima, ne paraît pas devoir à l'heure actuelle se matérialiser par la recherche d'une véritable alternative aux propositions des partis de gauche.

Entretien avec Mattima, secrétaire général de la Fédération unitaire des métallos, représentant de la composante UIL

Une enquête de Grégoire CARRAT

— Quelle est la signification de la FLM par rapport à celle de l'EUR ?

Notre plateforme interprète pour la première fois l'EUR non pas de façon passive, mais de façon offensive, c'est-à-dire en luttant pour obtenir certains objectifs et non en restant en position de faiblesse.

L'interprétation de la plateforme de l'EUR qui a prévalu était passive parce qu'on considérait que la situation politique et la politique économique étaient des données immuables. On n'envisageait pas que l'intervention du syndicat puisse modifier les choses afin que l'on parvienne à réaliser des objectifs importants.

Notre plateforme s'inspire de la volonté exprimée par le syndicat auparavant d'intervenir dans le rapport de forces et dans le domaine économique, c'est-à-dire notre volonté d'avoir une place reconnue. Le but de notre plateforme est d'intervenir dans le jeu en déterminant des règles sur trois points.

Le premier point est la question de l'information. Il ne s'agit pas seulement de savoir ; il s'agit avant tout de pouvoir contrôler et intervenir dans les



Les travailleurs italiens rejettent l'austérité appuyée par la politique de «compromis historique» du PCI, mais le risque subsiste de voir le renouveau de la lutte syndicale freiné par l'«opposition constructive» des dirigeants révisionnistes.

choix patronaux dans et hors de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les conséquences que les choix patronaux ont sur la restructuration. La restructuration en cours se fait surtout dans les secteurs en expansion, ce qui

a comme conséquences négatives la diminution de l'emploi, la hausse de la productivité et une déqualification.

Pour apporter une réponse au problème de la restructuration on met en avant — c'est là le

second point — la réduction des horaires. La réduction d'horaires telle que nous l'envisageons est dans son principe, générale, mais elle doit également être modulée selon les situations spécifiques afin de parvenir à la réalisation de certains choix : d'abord une réduction de la production effectuée au Nord pour la porter au Sud dans les zones non-industrialisées, ce qui doit être obtenu par la «négociation articulée» (forme de négociation par laquelle, sur la base d'un accord global, les branches et les entreprises négocient son application concrète).

Le troisième point porte sur les salaires. Notre revendication ne porte pas seulement sur une augmentation des salaires, mais également sur la défense du pouvoir d'achat, et contre les conséquences de la déqualification, ce qui suppose une refonte de la grille des salaires.

Le premier point de la plateforme paraît peu admissible par le gouvernement et le patronat, ni même par les partis politiques. Quelles possibilités voyez-vous de l'obtenir ?

Notre revendication concernant l'information et l'intervention sur les choix économiques a été l'une des plus discutées parce que le patronat refuse de

fournir les informations que nous exigeons, mais surtout refuse de négocier ses choix, et, par la «négociation articulée» de les négocier dans les usines et dans les branches.

La tendance des partis a plutôt été de dire que c'était une bonne chose que le patronat dispose d'informations, mais dès qu'il s'est agi que cette information devienne un pouvoir d'intervention dans les choix de politique économique du pays, ils se sont montrés en désaccord.

— Dans ces conditions, peut-on envisager que ce droit puisse être obtenu ?

Nous avons déjà fait une expérience et par cette expérience nous avons vu que des résultats positifs pouvaient être obtenus, malgré les difficultés, concernant la revendication sur les informations. On a réussi à peser sur certains choix concernant la restructuration et à transporter des entreprises du Nord au Sud, grâce aux contrats négociés. Cette négociation ne peut cependant répondre à tout. On a besoin d'une programmation nationale sur ces questions.

— Y a-t-il une relation entre les modifications du cadre politique, avec la rupture dans la majorité gouvernementale, et le changement d'attitude de la FLM et des syndicats ?

Les syndicats sont autonomes, mais ils sont également influencés par l'évolution de la situation, de même qu'ils influencent celle-ci.

Pour notre part, la composante que je représente recherche la plus grande autonomie du syndicat tout en étant très favorable à un gouvernement de toute la gauche. Mais l'action syndicale ne peut s'enfermer dans la recherche de la mise sur pied d'un gouvernement alternatif de gauche (1). Le syndicat a des responsabilités qui ne peuvent être assumées par les partis. On doit être original et interpréter les modifications de la situation et les besoins des travailleurs.

(1) Le parti socialiste se déclare favorable à un gouvernement de gauche, alors que le PCI reste favorable à un gouvernement d'«union nationale» avec la Démocratie chrétienne.

La FLM et sa plate-forme

La FLM (Fédération des travailleurs de la métallurgie) est à bien des égards un secteur particulièrement important du mouvement syndical italien : elle regroupe 1 500 000 membres avec un taux moyen de syndicalisation dépassant les 50 %, dans le secteur de la métallurgie, traditionnellement le plus combatif de la classe ouvrière italienne.

C'est le secteur où la politique unitaire est conduite avec la plus grande conséquence. En 1973, les trois composantes du syndicalisme de la métallurgie, (correspondant aux trois grandes confédérations syndicales ouvrières italiennes : CGIL, CISL, UIL) adoptent un sigle commun, la FLM. Contre ce mouvement unitaire, une offensive de grande envergure fut conduite dans les trois confédérations. A l'UIL, en 1972, cela était allé jusqu'à la mise sur pied d'une organisation scissionniste, UILMD, opposée à la politique unitaire de l'UILM, tentative qui ne connaît pas de suite. Si la bataille unitaire a pu être conduite aussi loin par les syndicats de la métallurgie c'est que les syndicats se sont largement appuyés sur les structures nouvelles de délégués et de conseils, issues du mouvement de masse de 1969-1970, notamment à la Fiat, chez Alfa-Romeo, et dans toutes les grandes entreprises métallurgiques. De ce fait, une tendance s'affirme de plus en plus nettement pour qu'à des échelons de plus en plus élevés des responsables syndicaux aient comme seule véritable appartenance

syndicale la FLM, quelle que soit la composante à laquelle ils se sont rattachés, parce qu'ils ont obtenu leurs mandats et leurs fonctions sur la base de leur activité et non de leur appartenance particulière à telle ou telle confédération.

Les conditions ont permis que se développe à partir de la FLM une véritable critique de la politique syndicale favorable au «compromis historique» et définie par l'EUR. Mais il semble aussi, d'après ce que l'on peut constater, que ce n'est pas une simple bataille d'appareil : une réelle mobilisation de masse semble avoir été entreprise comme en témoignent les grandes manifestations convoquées par les syndicats pour soutenir la plateforme et l'adhésion qui se manifeste sur les points les plus sensibles : notamment la défense de la première revendication portant sur l'information et l'expérience que la plateforme soit négociée dans sa totalité et non point par point comme le recherche le patronat afin d'en écarter le premier point.

La plateforme elle-même — dont le secrétaire général Mattima définit ci-contre les principaux points — a été adoptée le 22 décembre 1978 lors d'une assemblée nationale comprenant les 600 membres du conseil général du syndicat et 800 membres élus dans les usines. Selon la FLM, cette réunion a été précédée par une série de réunions au niveau des ateliers, des usines, des provinces, et des régions auxquelles ont participé 75 % des métallurgistes.

IRAN

METTRE FIN AUX AGISSEMENTS DANGEREUX DE CERTAINS COMITÉS KHOMEINY

Correspondance de Téhéran

L'Ayatollah Taleghani qui s'est entretenu mercredi à Qom avec l'Ayatollah Khomeiny, semble être parvenu à un accord avec lui. C'est ce qu'indique la radio iranienne qui précise que Taleghani regagnera la capitale et rouvrira ses bureaux. Taleghani avait quitté Téhéran vendredi dernier pour protester contre les atteintes aux libertés, dont l'arrestation de ses deux fils et de sa bru constituent un exemple parmi tant d'autres. Mercredi il avait demandé à ses partisans de cesser les manifestations en sa faveur. Le Conseil de la révolution a mis en garde «les conspirateurs et les opportunistes qui cherchent à entraîner l'Iran dans

l'extrémisme».

Au Kurdistan, la situation est à nouveau tendue, les élections du Conseil (Assemblée régionale) qui devaient avoir lieu sont retardées en raison d'un mollah réactionnaire qui veut prendre le contrôle de cette assemblée, après avoir placé ses partisans à la radio et à la télévision locales. Il aurait déclaré que «si un seul représentant de gauche siège à cette assemblée, je déclare la guerre sainte». Il fait appel à la fraction armée de Barzani, ce qui menace de déclencher à nouveau des combats à Sanandaj (capitale du Kurdistan).

des écoutes téléphoniques, des filatures, etc.

LES RÉVOLUTIONNAIRES CIBLE PRIVILÉGIÉE DES FANATIQUES RELIGIEUX

Taleghani a soulevé le problème de tous ces groupes religieux paramilitaires qui travaillent sans aucun contrôle. Il y a deux semaines une nouvelle organisation des Moudjahidin s'est créée : «L'organisation des moudjahidin de l'islam» formée de 5 petits groupes armés islamiques. Un des principaux objectifs que s'est fixée cette organisation est de lutter contre les opposants politiques, notamment les marxistes, par les

armes. Tous les milieux démocratiques et l'organisation des Moudjahidin du peuple ont protesté, cette dernière a notamment publié une déclaration où elle dénonce «des agissements terroristes qui visent à provoquer un conflit ouvert entre les diverses franges de l'opinion et en particulier visent à provoquer un affrontement armé entre les diverses organisations révolutionnaires».

Actuellement les révolutionnaires peuvent diffuser leurs journaux, avoir des locaux mais ils subissent les attaques constantes de certains comités Khomeiny qui peuvent aller jusqu'à des violences physiques. Les locaux sont souvent attaqués, les publications confisquées, les militants gardés à vue. Certains membres du gouvernement et surtout la radio et la télévision mènent une campagne systématique de dénigrement contre les révolutionnaires, particulièrement contre les feddayin. Chaque fois qu'un affrontement se produit avec les minorités nationales, le gouvernement en rend les feddayin responsables. Les conflits sociaux sont mis sur le dos des «communistes». La semaine dernière à Téhéran une organisation marxiste-léniniste a tenu une réunion publique avec l'autorisation du gouvernement et de la mairie. Au début de la réunion des groupes armés sont arrivés et ont dispersé les gens en tirant en l'air des rafales de mitraillettes, ils ont brûlé tracts et banderoles.

Depuis le début de la révolution, des atteintes à la démocratie se sont produites en Iran par certains comités Khomeiny : arrestations et même assassinats de distributeurs de tracts, attaques de locaux des organisations de gauche, attaques des expositions de photos des martyrs, sabotages de réunions et de meetings des marxistes-léninistes, menaces. L'affaire Taleghani a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et a mis au premier plan les activités dangereuses de certains comités. Jusqu'à mercredi, il y a eu d'importantes manifestations de soutien à Taleghani et de protestation contre les agissements de ces comités. Les manifestants demandaient que les tâches confiées aux comités soient prises en charge par le gouvernement et exigeaient l'épuration complète des comités. Les religieux fanatiques et réactionnaires ont organisé mercredi des contre-manifestations pour retourner la situation à leur profit et s'attaquer à ceux qu'ils appellent les «opportunistes» et qui sont en réalité des démocrates et des progressistes. Le gouvernement dans cette situation reste dans l'expectati-

ve. Sandjati ministre des Affaires étrangères a démissionné en raison de l'«existence de plusieurs centres de décision» qui «rend le travail du gouvernement impossible». «Ma démission est un avertissement» a-t-il précisé. Sandjati s'est élevé contre les déclarations faites par un autre membre du gouvernement, Entezam,

selon lesquelles une partie de la Savak serait maintenue. «Toute forme de conservation de la Savak ou sa réorganisation sont injustifiables» a-t-il déclaré. L'organisation des «feddayin du peuple» a affirmé qu'une partie de la Savak continuait à fonctionner en liaison avec certains comités Khomeiny dans un «quatrième bureau» chargé



Mercredi 10 000 militaires et des centaines de milliers de civils défilaient dans les rues de Téhéran à l'appel de Khomeiny qui a déclaré le 18 avril «fête islamique des Forces armées».

Les manifestations de chômeurs à Téhéran

À Téhéran, à Ispahan et à Abadan 12 500 ouvriers ont défilé. Dans la capitale l'occupation du ministère de la Justice par les chômeurs s'est terminée mercredi, le gouvernement ayant cédé en ce qui concerne le paiement d'une indemnité de chômage. Le gouvernement essaye de diviser la classe ouvrière en accordant plus d'avantages aux ouvriers du pétrole. Mais ces tentatives sont vouées à l'échec : à Abadan toute la direction de la raffinerie a dû démissionner sous la pression des ouvriers.

À Ispahan les comités ont tiré sur les manifestants, un étudiant a été tué et 4 ouvriers blessés, certains donnent le chiffre de 4 morts et de 3 blessés. Le gouvernement orchestre une campagne de dénigrement contre les ouvriers, mais sans succès.

KAMPUCHEA

Un appel de Khieu Samphan

La presse n'a cessé de rapporter ces derniers jours des rumeurs d'inspiration soviétique suivant lesquelles les patriotes cambodgiens «se réfugierait en Thaïlande» et la direction de la résistance aurait quitté le Cambodge à la suite de l'offensive du Vietnam.

En fait, à la veille de la saison des pluies qui empêchera toute opération de grande envergure, l'URSS a transporté par avion plusieurs dizaines de milliers de soldats vietnamiens dans l'Ouest et le Nord-Ouest. Il s'agissait de «nettoyer» les principales bases de la résistance. Mais cette nouvelle offensive s'est heurtée à une très importante riposte des forces patriotiques. Celles-ci ont coupé la route N° 5 reliant Sisophon à Battambang. Elles ont infligé de lourdes pertes à l'agresseur dans les régions de Takéo, Kompong Speu, Siem Reap, Kompong Thom, Preah Vihear, Ratanakiri et Mondolkiri. Les combats qui se

sont déroulés pour le contrôle de la ville frontalière de Poipet ont amené l'armée vietnamienne à menacer de Poipet ont amené l'armée vietnamienne à menacer directement le territoire thaïlandais. Ces opérations de l'armée vietnamienne à la frontière Cambodge-Thaïlande ont entraîné une sévère mise en garde du chef d'état-major de l'armée thaïlandaise la semaine dernière.

En ce qui concerne la situation des dirigeants de la résistance, une déclaration du gouvernement du Kampuchéa démocratique du 7 avril apportait un démenti aux bruits sur leur départ et affirmait «l'appareil de direction de la guerre populaire de libération du Kampuchéa réside dans le pays et est en train de diriger la guerre populaire».

Dans une déclaration du 16 avril, Khieu Samphan fait le point de la lutte et des tâches de la résistance.

d'occuper complètement son territoire et de dominer son peuple. Ils ont mis sur pied un régime fantoche en territoire kampuchéen pour contrôler l'économie kampuchéenne et poursuivre leur politique de khmérisation de la guerre dans la tentative de ravager à jamais le territoire kampuchéen.

Au cours des trois dernières années, le peuple kampuchéen, pour défendre sa patrie, a mené une lutte héroïque et opiniâtre contre l'agression, l'expansion, l'annexion et la crûte des agresseurs vietnamiens.

Protégé par les expansionnistes internationaux soviétiques, le Vietnam a non seulement annexé le Laos et déclenché l'agression barbare contre le Kampuchéa, mais il a encore lancé des provocations contre la Chine et menacé gravement la Thaïlande et d'autres pays du Sud-Est asiatique.

Jusqu'à présent, bien que le Vietnam ait subi des défaites ignominieuses dans son agression contre le Kampuchéa, il a refusé d'en retirer ses troupes, malgré l'appel des peuples du monde entier. Au contraire, en

étroite collusion avec son maître soviétique, il s'est évertué à intensifier la guerre au Kampuchéa.

Nous n'avons qu'un souhait : le retrait des troupes vietnamiennes et des forces agressives du Kampuchéa, pour que la nation et le peuple kampuchéens résolvent leurs problèmes par eux-mêmes, sans intervention étrangère et s'unissent pour édifier un Kampuchéa indépendant, pacifique, neutre et non-aligné.

La déclaration lance les appels suivants :

1) Continuer la guerre populaire, en premier lieu la guérilla, pour attaquer avec plus d'acharnement encore les envahisseurs vietnamiens.

2) La population de l'arrière doit devenir un pilier puissant et sûr du front, et chaque personne doit accomplir sa tâche à temps et soutenir la guerre populaire puissante et prolongée.

3) Continuer de consolider et de développer la grande unité populaire de toutes les nationalités du pays, unir toutes nos forces à l'inté-

rieur, comme à l'extérieur au sein d'un large front uni national.

4) Continuer de consolider et de développer les relations étroites du Kampuchéa démocratique avec les pays du Sud-Est asiatique et de la région Asie-Pacifique, de renforcer et de développer son étroite unité avec tous les pays, tous les partis politiques et toutes les personnalités épris de paix et de justice, dans la lutte contre les hégémonistes régionaux vietnamiens et leur maître, l'expansionnisme international soviétique.

Animés d'un grand esprit d'indépendance et de confiance en soi, notre peuple et notre nation, surmontant toutes les difficultés, doivent persévérer résolument dans une lutte prolongée pour abattre les envahisseurs vietnamiens qui se livrent à l'agression, à l'expansion, à l'annexion et au génocide. Avec le soutien des pays et peuples amis de la paix et de la justice, nous sommes convaincus que nous vaincrons les agresseurs vietnamiens et remporterons la victoire finale».

Khieu Samphan, président du présidium de l'Etat du Kampuchéa démocratique a appelé le 16 avril, dans une déclaration, le peuple kampuchéen à renforcer encore son unité nationale et à unir toutes les forces intérieures et extérieures pour continuer la guerre populaire et chasser les agresseurs vietnamiens du pays.

Cette déclaration, diffusée par la radio du Kampuchéa démocratique, a été publiée à l'occasion du 4^e anniversaire de la fondation du Kampuchéa démocratique.

Il est dit dans la déclaration :

«Quatre mois se sont écoulés depuis que plus de 100 000 agresseurs vietnamiens, sous la protection des tanks, canons et avions soviétiques ont envahi le Kampuchéa démocratique.

Au cours de ce laps de temps, les agresseurs vietnamiens ont tué des Kampuchéens, même des enfants, saccagé leurs propriétés, pillé des bêtes de trait et du riz, détruit des cultures, des villages et des maisons. Ils tentent par tous les moyens d'étrangler le Kampuchéa démocratique en vue

A LIVRES OUVERTS

Ecrire l'histoire
et choisir de la vivre
dans le maquis

C'est peu de dire qu'après la guerre la Résistance n'a pas été aimée. Respectée, oui, sans doute. Voire admirée, parfois. Mais crainte, assurément. Donc aimée, non. Tout, en littérature, a été réaction contre elle. La force, après cette guerre, la résolution, l'optimisme, l'opulente joie de vivre d'un Jean Prévost, rien de tout cela n'a plus été de mode. Un esprit de démission l'a emporté. Que l'on pense au succès inépuisable — public et universitaire — des renoncements lugubres d'un Beckett, clownesques d'un Ionesco, désabusés d'un Dubillard. On n'a plus voulu d'hommes debout. Mais couchés, vautrés, morts si possible. On aimait les vaincus, pas les vainqueurs. Les mornes abdications, non l'insoumission indomptable.

Extrait de la préface de Vercors au livre d'Odile Yelnik



Prévost l'insoumis

Grand journaliste, vedette de la N.R.F. (Nouvelle Revue française), critique littéraire, ami de Valéry, André Maurois, Hemingway, Jean Prévost aurait pu être aujourd'hui un écrivain consacré, voire un académicien bardé d'honneurs. C'est un autre destin qu'il a choisi. Face à l'occupation nazie, Jean Prévost choisit la résistance. Et pas seulement la résistance de l'écriture et du témoignage, comme tant d'autres écrivains, mais la résistance armée. A 43 ans, Jean Prévost abandonne tout pour s'engager dans la résistance au Vercors. Il devient l'un des dirigeants militaires du maquis parmi les ouvriers, les paysans et les anciens de la guerre d'Espagne. Dans sa musette, il emmène son livre sur Baudelaire qu'il finit dans le Vercors...

Le maquis du Vercors est abandonné par De Gaulle.

Jean Prévost meurt le 1^{er} août 1944.

Le livre d'Odile Yelnik *Jean Prévost, portrait d'un homme* retrace sa vie et son œuvre. Ce livre invite à redécouvrir les écrits de cet homme qui fut un témoin passionné de son époque, presque oublié aujourd'hui parce qu'il a été acteur de l'histoire, ne voulant pas se contenter de l'écrire.

On trouvera également un témoignage sur Jean Prévost dans le livre de son fils Alain Prévost *«Le peuple impopulaire»*, probablement le meilleur roman écrit sur la résistance.

J.P. CHAMPAGNY

JEAN PREVOST
PORTRAIT D'UN HOMME
Odile Yelnik
Aux Editions Fayard
257 pages

La femme-enfant
de Singer

Singer a reçu le prix Nobel de littérature en 1978. C'est un écrivain juif polonais réfugié aux USA en 1935 et citoyen américain depuis 1943. Il a écrit beaucoup de romans (*«La famille Moskato»*, *«Le Manoir»*, *«Le Domaine»*...) et un livre de contes pour enfants, mais c'est surtout son prix qui l'a rendu célèbre.

Ainsi *«Shosha»*, son dernier roman paru en France en février 1979, a connu un grand succès.

C'est plus ou moins autobiographique, car la similitude entre Singer et le héros, Arele Greidinger, surnommé *«Tsutsik»*, écrivain que tout le monde lit à Varsovie et qui s'enfuit aux USA à la fin du livre, est frappante.

On entre avec ce livre dans une atmosphère tout à fait particulière puisqu'il met en scène de la communauté juive de gns à l'époque pré-hitlérienne.

On assiste alors à toute une galerie de portraits : du rabbin qui ne sait que répéter *«c'est défendu»* à l'érudite athée qui sait tout, en passant par la bonne ménagère juive. Mais ce sont surtout les femmes qui entourent Greidinger qui ont la première place : Betty, l'actrice américaine qui doit jouer dans la pièce qu'il est en train d'écrire ; Dora Stolin, sa maîtresse, membre du PC polonais et qui ne rêve que d'une chose : partir s'installer en Russie soviétique, et surtout Shosha.

Shosha, qui a donné son nom au livre, est une camarade d'enfance de Tsutsik, qu'il retrouve maintenant qu'il est adulte et qui, elle, n'a pas changé : elle est toujours aussi petite et elle est ce qu'on peut appeler une *«demeurée»*. Or, par nostalgie de la pureté de l'enfance, de la vie traditionnelle qu'il menait entre des parents ultra-orthodoxes, il décide d'épouser Shosha.

Sous certains aspects, les personnages du roman ressemblent à cette femme-enfant toujours hésitante et indécise. Bien que conscients de la montée de l'hitlérisme, ils hésiteront devant un départ aux USA qui leur aurait évité la mort. A cette atmosphère fataliste s'ajoute une peur du communisme qui se traduit par de longues pages hostiles à l'URSS de cette époque-là.

Il ressort de tout ce roman un grand scepticisme et un grand désabusement, que souligne un style plat et sans relief.

SHOSHA
Isaac Bashevis Singer
Editions Stock
385 pages

Dans son numéro 841 des 27, 28, 29 janvier derniers, le QdP a consacré un article à Claire. Nous complétons aujourd'hui par une de ses dernières créations, avec son aimable autorisation. (Arcane V et Workshop de Lyon). Nous saluons cette volonté délibérée de Claire de choisir et faire valoir de jeunes talents régionaux.

Ajoutons que les musiciens qui l'accompagnent (jazz) appartiennent à des groupes régionaux

Claire :
«Si vous saviez comme vous êtes beaux»

Ma guitare d'un bras, quelques disques sous l'autre ; un pyjama, quelques menus objets, je voyage en seconde, vous êtes ouvrière, instituteur, vous ne croyez plus au miracle, au grand soir, vous marchez toujours, pour ne pas vous trahir vous-mêmes ; un peu las, un peu voûté le dos, si vous saviez comme vous êtes beaux.

Elle apporte une blanquette, qu'elle gardait pour le lendemain, lui son meilleur vin, elle parle ; du maire et des patrons, des jeunes, de l'école triste, des étrangers, ceux qui rachètent les fermes vides, et ceux qui descendent à la mine ; lui, silencieux, à l'écoute, un peu défait. Ils nous accueillent toujours dans leur secret, nous voyageurs chargés de grelots et de miroirs, mais pauvres, pauvres...

Alors je hurle, sans bruit, je hurle qu'il fait jour, et qu'il nous faut habituer nos yeux à la lumière, car un jour vient où la légalité sera démasquée, et chacun pourra voir qui elle sert, à quoi. Et je sonne, je sonne un jour vient nous nous aimons sans viol, sans mensonge. Oui c'est vrai, c'est possible, c'est déjà là.

La certitude pousse chaque jour sa fleur, du terreau profond de l'inquiétude. Mais il y faut le soleil de vos yeux. Dans votre espoir à demi-mot, si vous saviez comme vous êtes beaux ! J'ai demandé trois fois la route ; la salle est d'un triste l... laide, grise, humide, elle sent la poussière et le tabac froid.

Je reste là... Est-ce qu'on dit la messe dans les caves ?... oui... alors nous chanterons.

Vous êtes entrés sans bruit, toute l'équipe est là, attentive. Nous ferons la musique, et la joie ; l'amour avec nos petits feux de sourire, nos mains gercées.

J'habite avec vous le cœur des songes, là où naît le jour. Oh ! vos visages, bien plus que les bravos.

Si vous saviez comme vous êtes beaux !

(texte intégral)

Un enfant «ouaté»

Ou une certaine enfance dans le pays de la mine : une enfance *«ouatée»* (gâtée) à tel point que jamais on n'y parle, ou on n'y entend parler de la mine elle-même !

Dans ce roman, le Nord c'est la maison avant tout avec ses odeurs (le café surtout), ce sont aussi les étangs, quelquefois les terrils qui servent de terrain de jeux et l'école.

Que le père, mineur de fond,

souhaite pour son fils un travail moins dur, qu'il le pousse à faire des études, cela se comprend ; mais qu'il ne fasse jamais allusion devant lui à son travail, à son exploitation, à ses luttes, voilà qui paraît incroyable.

Ce qui fut que le fils devenu adulte, (et membre très connu du PCF), prend conscience d'une seule chose : n'avoir pas assez remercié ses parents qui lui

ont créé de toutes pièces une enfance *«heureuse»*, malgré la crise, le chômage, les jours *«peut-être les plus difficiles du siècle»*.

C'est peut-être très beau, mais ça sonne faux parce que ça paraît coupé de la réalité.

André STIL
DIEU EST UN ENFANT
Grasset 242 pages

Un observateur
de la vie

Ce journal que Steinbeck écrit en 1941, c'est-à-dire après ses grands romans, *«Des souris et des hommes»* (1937) et *«Les raisins de la colère»* (1939), est l'œuvre d'un biologiste, formation que Steinbeck suivit à l'université.

La première partie *«A propos d'Ed Ricketts»* est consacrée à un portrait haut en couleurs, plein d'humour et d'une immense admiration pour ce biologiste qui était son ami et qui disparut dans un accident tragique.

Puis, suit la transcription du voyage qu'il fit avec ce dernier en 1941 dans le Golfe de Californie, où ils devaient ramasser et observer les invertébrés. En fait, c'est le journal d'un curieux, comme en témoigne la définition qu'il donne du biologiste : *«Le vrai biologiste s'intéresse à la vie, à la vie grouillante et turbulente, il en tire un enseignement, il apprend que la première loi de la vie, c'est vivre»*.

Mais s'il réussit parfaitement à décrire ce qu'il voit — et nous assistons à une merveilleuse description des éléments qui composent la nature qu'il traverse — il tombe dans une rhétorique plate et confuse lorsqu'il dévie de son sujet et expose des idées philosophiques.

En fait c'est un aspect assez inconnu de Steinbeck que nous découvrons ici : et cette précision scientifique explique certainement la rigueur qu'il mit dans l'analyse des rapports humains dans ses premiers romans.

LA MER DE CORTEZ
John Steinbeck
Editions Maritimes
et d'Outre-mer - 313 pages

Le chef des milices fascistes stationnées au Sud du Liban depuis la fin de la guerre libanaise, Saad Haddad, ancien commandant dans l'armée libanaise, vient de déclarer la séparation de l'enclave qu'il contrôle de l'Etat libanais. Le prétexte est l'arrivée de l'armée officielle libanaise au Sud du pays, qui a pour mission de remplacer les forces de l'ONU et de protéger la frontière du pays contre les agressions israéliennes. Mais Saad Haddad et ses milices sont les pions israéliens dans la région du Liban. C'est lors de la guerre israélo-palestinienne de mars 1978 que cette enclave a été livrée par les Israéliens aux milices fascistes. Ce qu'il faut donc voir, c'est que la décision de Haddad n'est pas isolée du contexte arabe et de la signature de l'accord de paix israélo-égyptien. Il ne s'agit pas d'une affaire interne libanaise mais du développement de la situation générale au Proche-Orient. Nous avons demandé à des militants du Mouvement du Liban arabe d'expliquer le sens de l'initiative de Saad Haddad et de la placer dans son contexte arabe, après la signature de l'accord de paix entre Israël et l'Egypte.

LE SUD-LIBAN : LE TERRAIN DE LA CONFRONTATION ARABO-ISRAÉLIENNE

Interview de militants du Mouvement du Liban arabe

Recueillie par Yomna EL KHALIL
et Jean-Paul GAY.

► Qu'est-ce que le mouvement du Liban Arabe ?
Comment a-t-il été formé ?
Quels sont ses objectifs ?

Le Mouvement du Liban Arabe est né d'une alliance entre plusieurs comités qui luttèrent au Liban aux côtés de la Résistance palestinienne, depuis son arrivée au Liban. Ils travaillaient dans tout le Liban pour l'objectif principal qui est le soutien à la Résistance palestinienne. La naissance du Mouvement du Liban Arabe vient de la nécessité d'un Front large qui lutte aux côtés de la Révolution palestinienne contre l'entité sioniste. Les objectifs du Mouvement du Liban Arabe sont les suivants : notre lutte est inséparable de la lutte de la Révolution palestinienne contre l'ennemi sioniste étant donné que le Liban fait partie intégrante de la nation arabe. Nous sommes une seule nation et l'existence de l'ennemi sioniste constitue le danger principal dans cette période historique. La lutte armée contre l'ennemi sioniste constitue le poids principal dans la lutte arabe actuellement. Le deuxième objectif est de réaliser l'indépendance nationale arabe contre toutes les forces étrangères, dans le but de réaliser l'unité arabe.

Le mouvement patriotique et national arabe au Liban est très ancien. Depuis les années 50, ce mouvement a contribué à la lutte contre les pactes coloniaux (CENTO, pacte de Bagdad). Le Liban est le reflet des contradictions internes arabes et des contradictions entre les pays arabes et l'impérialisme. Le pouvoir libanais n'est que la traduction du rapport de forces entre les forces arabes et l'impérialisme. Depuis l'installation de la Révolution palestinienne au Liban, surtout après 1967, le gouvernement libanais était à cette époque le reflet d'un rapport de force favorable à l'impérialisme. C'est pour cela que plusieurs complots ont été tramés contre la Révolution palestinienne, dans l'objectif de la liquider. Les masses arabes du Liban ont joué un rôle principal dans la défense de la Révolution (en 69, en 73). Dans cette lutte pour la défense de la Révolution palestinienne, pour la consécration de l'arabité du Liban, plusieurs comités sont nés qui étaient présents dans la lutte du Sud-Liban, avant et après la guerre de 73, et dans le combat pour la sauvegarde de l'arabité du Liban (en 1975, 76). Dans cette lutte, une nouvelle pensée s'est de plus en plus approfondie, qui est en conformité avec la stratégie et la ligne politique avancées par le FATEH (mouvement de libération nationale palestinien) et cette stratégie se base sur la guerre populaire de longue haleine comme seul moyen de battre l'impérialisme et le sionisme, le principe de compter sur ses propres forces



Le détachement de l'armée libanaise qui s'est déployé dans le Sud-Liban salué par les Palestiniens.

et le front large autour de la Révolution palestinienne.

POUR UNE FORCE NATIONALE INDEPENDANTE

► Comment se situe le Mouvement du Liban arabe par rapport aux autres forces du mouvement national libanais ?

Dans le mouvement national libanais, il y a deux lignes : la ligne qui considère que le Liban constitue une entité indépendante des pays arabes. En effet, le Liban a été isolé du monde arabe seulement dans leurs têtes, car il a toujours été le reflet des contradictions inter-arabes et arabo-impérialistes. Cette ligne était en décalage avec l'histoire du pays. Il y a la ligne indépendante qui n'isole pas le Liban du monde arabe.

Un autre courant existe, le courant nationaliste idéaliste. Sous couvert de lutte nationale, il servait en fait des régimes et des Etats arabes. D'où la nécessité d'une ligne nationale indépendante au Liban, qui ne soit pas sous l'hégémonie de certains régimes qui se définissent nationalistes, et en même temps indépendante des grandes puissances.

Le Mouvement du Liban arabe lutte politiquement et militairement à l'intérieur du Liban. Il est la seule organisation militaire qui a des milices populaires toujours présentes au Sud du Liban. Les autres organisations ont des milices à Beyrouth et dans d'autres localités, et viennent au Sud par moments. L'objectif principal de lutte contre l'ennemi sioniste nécessite la présence des milices populaires armées au Sud. C'est ce qui est en cours au Mouve-

ment du Liban arabe.

Aujourd'hui, le Mouvement du Liban arabe est regroupé autour du journal *Al Wahda* (L'Unité). Les comités qui l'ont formé en 1978 étaient présents dans tous les coins du Liban : le Front de la Jeunesse patriotique au Nord, les Comités patriotiques de la Bekaa, les Comités patriotiques de Beyrouth, les Comités populaires, les Comités de travail populaire, la jeunesse patriotique du Sud, les Comités populaires démocratiques pour la défense de la patrie et de la résistance, et beaucoup d'autres comités locaux et régionaux. Ce mouvement a maintenant le statut de front large dont les objectifs ont été énoncés plus haut. Sur le plan militaire, le mouvement a deux bataillons au Sud, qui luttent aux côtés de la Révolution palestinienne contre l'ennemi sioniste.

LE TRAITE PORTE UN COUP IMPORTANT A LA LUTTE ARABE

► Quelles sont les répercussions de la signature du traité de paix israélo-égyptien sur la situation libanaise ?

Comme le Liban fait partie de la nation arabe, nous considérons les répercussions du traité sur le plan arabe d'abord, puis sur le plan libanais.

Sur le plan arabe : Cette signature porte un coup important à la lutte arabe, car elle place l'Egypte hors du combat contre l'ennemi sioniste. L'initiative de Sadate et ce qui l'a suivie, comme la reconnaissance de l'ennemi sioniste, l'établissement d'un état de non-belligérance et de paix avec cet ennemi sont très graves sur l'arabité même de

l'Egypte et sur l'économie égyptienne, avec l'arrivée de produits israéliens et des multinationales américaines. Le plus important est la tentative de liquider la cause du peuple palestinien. C'est la perpétuation de l'existence de cet Etat raciste artificiel, créé par l'impérialisme, la perpétuation de la division du monde arabe et du statut de réfugiés du peuple palestinien. Face à cela, la Révolution palestinienne, représentée par l'OLP, a su bien s'opposer à tout ce processus, en accentuant la lutte armée, à l'intérieur et à l'extérieur, en mobilisant les masses palestiniennes et arabes. Sur un autre front, celui des Etats arabes, aucun d'eux n'a osé approuver cet accord de paix, vue la gravité de celui-ci et les dangers que pourrait amener cette approbation pour la survie du régime. Nous considérons que le Front de Fermeté et de Confrontation, suivi par le sommet de Bagdad de novembre sont un acquis, du point de vue de ce qu'a pu imposer la Révolution palestinienne à ces sommets. Il faut développer ces acquis qui se résument par une nouvelle forme de solidarité arabe face au complot de Sadate-Israël et les USA, et par le fait que cela empêche les pays arabes de se diviser en camps et en axes. Il faut développer ces acquis dans le sens de l'intensification de la lutte armée et de la constitution du front Est, formé par le Liban, la Syrie, la Révolution palestinienne, la Jordanie et l'Irak, pour pouvoir compenser partiellement, sur le plan militaire, la perte du potentiel de l'armée égyptienne.

RESISTANCES EGYPTIENNES AU TRAITE

Les masses arabes d'Egypte s'opposent fermement à l'initiati-

ve et au processus du traité Sadate-Begin. Il y a eu beaucoup de manifestations dans les universités et dans les quartiers populaires, réprimées par la force. Il faut compter sur le peuple égyptien qui a une tradition de lutte nationale arabe assez profonde. C'est lui qui portera le coup décisif à Sadate.

Même au niveau européen et international, la signature de cet accord n'est pas très approuvée. La plupart des déclarations insistent sur le fait que le problème palestinien n'est pas résolu. C'est un facteur qui affaiblit l'accord. Au niveau du rapport de force global, les trois parties signataires du traité, l'Egypte, l'entité sioniste et les USA, ne sont pas en rapport de force car la possibilité de faire échec à ce traité existe toujours.

LA RÉVOLUTION IRANIENNE AUX CÔTÉS DE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE

Un autre facteur qui joue contre ce traité, c'est la Révolution iranienne, qui va apporter un soutien intensif à la Révolution palestinienne. La Révolution iranienne a créé le cadre d'un front de pays islamiques qui forment une partie importante des pays du Tiers Monde et qui se trouvent actuellement dans un cadre concret d'opposition ferme aux côtés de l'OLP et des masses arabes contre l'entité sioniste. L'importance de la Révolution iranienne réside dans le réveil d'une conscience de pays islamiques qui sera la profondeur stratégique pour la Révolution palestinienne. La victoire de la Révolution iranienne a compensé partiellement la perte du front arabe de l'Egypte.

Cet accord a été signé dans le cadre d'une régression générale de l'impérialisme américain, et de là vient sa faiblesse.

Une autre conséquence de la signature de cet accord de par sa nature expansionniste, c'est que l'Etat sioniste ne va pas se limiter sur le plan politique et économique aux territoires occupés, mais il va essayer de s'infiltrer dans d'autres régions. On voit alors les répercussions sur le Liban. D'autre part, Sadate pense qu'en signant le traité de paix, il va résoudre les problèmes économiques de l'Egypte. Mais il s'est retranché du camp arabe et l'impérialisme qui pille ne résout pas les problèmes économiques.

Sur le plan tactique, nous allons voir l'Etat d'Israël se développer au Liban, mais stratégiquement, nous sommes en position de force.

Dans la suite de l'interview, la situation au Liban : la séparation de l'enclave des milices fascistes, le problème des forces de l'ONU et la question de la présence des forces arabes de dissuasion (FAD).

DANS UNE CONTRIBUTION AU CONGRES LE PCF REDÉFINIT SES PERSPECTIVES POUR L'UNION DE LA GAUCHE

Quelles perspectives immédiates la direction du PCF peut-elle proposer à ses militants, alors que se profile à l'horizon aucune échéance électorale mettant en cause le pouvoir central, et que la reconstitution de l'union de la gauche n'est pas pour demain ? Une longue contribution de Lajoine dans l'*Humanité* de ce jeudi explicite le mot d'ordre d'union à la base que la direction propose comme produit de remplacement du programme commun. Il n'est pas sans intérêt de regarder d'un peu plus près l'argumentation que développe la direction du PCF, par l'intermédiaire d'un membre suppléant du bureau politique, puisqu'elle définit, en fin de compte, les thèmes d'intervention qui seront ceux du PCF après le 23^e congrès.

La question de l'union avec le PS est une de celles qui ont suscité le plus de discussions et de contradictions à l'intérieur du PCF. Des militants oppositionnels ont mis le doigt sur l'union sans combat qui a caractérisé les rapports entre PCF et PS de la signature du programme commun jusqu'à 1975, sur les effets de la signature du programme commun, qui a surtout renforcé le parti socialiste, enfin sur le caractère outrancier, et de plus inefficace du «combat sans union» mené contre le PS après septembre 1977. Outre ces critiques d'oppositionalistes, un désar-

roi profond existe chez les militants de base de ce parti quant aux perspectives de l'union de la gauche. Il fallait, pour la direction du PCF, y répondre. C'est ce que tente de faire Lajoine, qui exprime là bien évidemment le point de vue de la direction du PCF, même s'il se présente comme militant de la «section Dunlop» de la fédération de l'Allier.

Un premier point développé, c'est le bilan des cinq ans de programme commun. Il reconnaît que ce programme a surtout favorisé le parti socialiste : «Cet accord de gouvernement, complet et détaillé, donnait au parti socialiste

une sorte de certificat de bonne conduite à gauche, facilitant les illusions sur un prétendu changement de sa nature social-démocrate (...). Ces illusions ont permis le renforcement du parti socialiste (...). En signant le programme commun, après une lutte de dix années pour amener le parti socialiste à l'accepter, nous n'avions aucune illusion sur celui-ci et nous savions bien que le seul fait de conclure cette alliance ne pouvait changer sa nature, qui le porte à la collaboration de classes». Enfin, «la foi en la chose écrite et signée au sommet a été, malgré nos efforts, un facteur de démobilisation populaire», entendez que le programme commun n'a pas été activement soutenu par les travailleurs.

APRES LE PROGRAMME COMMUN, L'UNION ?

Alors que faire pour le PCF ? «Ne pas refaire ce qui a échoué», donc pas de second programme commun. Mais, dit-il, «nous ne pouvons renoncer à l'union, partie inté-

grante de la voie démocratique au socialisme en France». Effectivement, le PCF n'a pas d'autre voie, pour parvenir au gouvernement, que de s'allier, un jour ou l'autre, au PS. Dans l'immédiat, que propose la direction du PCF ? «La priorité doit être accordée en permanence à l'union dans l'action, dans les luttes des travailleurs et de la population, c'est-à-dire à la base» parce que «aucun accord au sommet ne peut remplacer le mouvement des masses pour l'union. Il peut même, comme l'a montré le programme commun, le freiner».

Cette absence de programme commun permettra au PCF d'avoir les mains libres pour développer ses propres thèses : «Il faut faire la clarté sans concession sur les positions de chaque parti en n'hésitant pas à montrer les différences, afin que chaque travailleur puisse juger de la position des uns et des autres et intervenir dans le bon sens». Donc, il s'agit pour le PCF de profiter des luttes pour imposer ses vues, en cri-

quant celles du PS. Mais après, il faudra bien signer un accord de gouvernement, sous une forme ou sous une autre, avec le PS. C'est ce qu'il reconnaît : «Les accords entre formations politiques amenés à se prononcer pour les changements démocratiques, et en particulier l'union de la gauche, demeurent indispensables».

En attendant, cette union à la base ne consiste pas à s'allier localement au parti socialiste : «Il n'est pas possible de suivre le raisonnement de camarades pour qui la relance de l'union passerait aujourd'hui par les propositions d'union adressées à la direction et aux organisations du parti socialiste. Une telle orientation aboutirait, actuellement, par exemple, à aider le parti socialiste à se présenter à Longwy comme un défenseur des sidérurgistes, après avoir fait battre le candidat communiste à Hayange, et dans le même temps où il soutient le plan Davignon (...). Pas question donc de ces comités unitaires à la base», réclament par certains oppositionalistes du PCF.

REEQUILIBRER LA GAUCHE

Dans l'attente d'échéances électorales décisives, il s'agit pour le PCF de se renforcer pour permettre une union de la gauche dans de meilleures conditions pour lui : «Rééquilibrer la gauche au bénéfice du parti communiste (...), c'est une question politique décisive».

C'est donc assez clair. A terme, le PCF a besoin de l'union de la gauche. Mais il n'est plus question pour lui de refaire un programme commun sous la forme ancienne, qui favoriserait le parti socialiste. L'union à la base, cela consiste surtout à faire avancer les idées du PCF autour de formes de lutte qu'il contrôle. Et plus que jamais, dans la période qui s'ouvre, il s'agira pour lui de développer ses propres positions, et de saisir le moindre prétexte pour critiquer le parti socialiste. Les élections européennes constitueront un premier test important de cette politique.

François NOLET

GRANDE-BRETAGNE : CONTRE LES TRAVAILLISTES FORT TAUX D'ABSTENTION ATTENDU

A une dizaine de jours des élections législatives en Grande-Bretagne, les sondages indiquent une réduction de l'écart entre travaillistes et conservateurs, alors que ces derniers étaient donnés largement gagnants au début de la campagne. Mais ce que ne révèlent pas les sondages, c'est la lassitude des travailleurs britanniques devant le jeu électoral dominé par le bipartisme. Déçu par le Parti travailliste, qui n'a cherché qu'à imposer l'austérité depuis qu'il est au pouvoir et ne voulait pas voter pour les conservateurs qui se proposent de mettre sur pied une législation anti-ouvrière, une partie importante de la classe ouvrière britannique pourrait s'abstenir comme veut le faire les ouvriers de l'usine Dunlop de Liverpool qui luttent actuellement contre la fermeture de l'usine. Pendant ces élections il est plus question de la baisse des impôts proposée par les conservateurs que du chômage, des immigrés ou de la présence britannique en Irlande du Nord, même si ici et là, ouvriers en grève, associations d'immigrés et patriotes irlandais essaient de faire entendre leurs voix dans le concert électoral dominé par les deux grands partis.

Le Parti Travailliste aura bien du mal à faire voter les abstentionnistes, pour la plupart des travailleurs qui s'estiment trahis par le Parti Travailliste au pouvoir depuis 4 ans, et qu'ils ont dû affronter pendant les nombreuses et longues grèves de cet hiver. Ce, malgré les appels répétés des dirigeants syndicaux qui battent le rappel des électeurs. Mais le bilan du gouvernement travailliste est là : renforcement du pouvoir de la police (1974 : «conventional terrorism act» destiné aux patriotes irlandais, 1977 : «criminal law act») et extension de l'arsenal répressif contre les piquets de grève et les occupations d'usines, application stricte des lois

limitant l'immigration. En ce qui concerne le pouvoir d'achat de 1974 jusqu'à 1977, il a diminué de 7 % ; depuis il a légèrement augmenté. Les inégalités sociales se sont sensiblement renforcées sous le gouvernement travailliste : en 1974, 5 % de la population possédait 43,2 % des richesses, tandis que 50 % de la population possédait 7,1 % des richesses ; en 1977 l'écart s'est accentué puisque 5 % de la population possédait 46,2 % des richesses et 50 % de la population possédait 5,6 % des richesses. Pour s'assurer les voix des travailleurs victimes de sa politique, Callaghan fait parler la gauche de son parti. C'est ainsi que Ben

prend une position assez critique vis-à-vis du marché commun tandis que Foot déclare que le chômage est la question la plus importante des élections. Toute cette démagogie ne saurait faire oublier à la classe ouvrière britannique la politique d'austérité imposée par les travaillistes depuis 4 ans.

LES OUVRIERS DE SPETE MENACENT D'APPELER A L'ABSTENTION

Face à la fermeture de leur usine et aux licenciements qui les menacent, les 2 400 ouvriers de l'usine de pneumatiques Dunlop à Spete, près de Liverpool sont en grève. Le comité d'action de cette usine menace Callaghan de faire campagne en faveur de l'abstention dans la région, si ce dernier n'empêche pas la fermeture de l'usine prévue pour le 19 avril dernier. La ville de Spete a vu de nombreuses usines fermer ces trois dernières années, malgré des grèves assez dures. Depuis une dizaine de jours une partie des ouvriers de British Leyland (construction automobile) à Cowley près d'Oxford sont en grève contre les écarts de salaires existant entre les ouvriers de l'entreprise. Les sidérurgistes sont en grève depuis plusieurs semaines à Corby pour empêcher la fermeture de l'usine qui



A la veille des élections, les ouvriers de British Leyland sont à nouveau en grève contre les écarts de salaires entre les ouvriers de l'entreprise.

provoquerait 3 000 licenciements. Certains parlent d'une grève nationale dans la sidérurgie, mais les directions syndicales s'y opposent. Depuis 8 semaines les fonctionnaires font des grèves tournantes pour obtenir l'alignement de leurs salaires sur ceux du privé. 2 000 techniciens de l'informatique bloquent ainsi l'administration.

Le parti révisionniste ne présente pas des candidats dans toutes les circonscriptions et il appelle comme les trotskistes à voter travailliste dans les circonscriptions où il n'est

pas présent. Parmi les organisations marxistes-léninistes, la Revolutionary Communist League appelle comme les autres groupes marxistes-léninistes à l'abstention ; elle dénonce les deux partis bourgeois, ajoutant que des deux, le Parti Travailliste est le plus dangereux car il se cache derrière un langage socialiste. La R.C.L. se prononce pour la construction de l'Europe en tant que «force indépendante contre les deux superpuissances», tout en s'opposant aux aspects négatifs pour les travailleurs.

Si le poids des organisations marxistes-léninistes en Grande-Bretagne est trop faible pour un mouvement important en faveur de l'abstention aux élections législatives, un nombre non négligeable de travailleurs britanniques dégoûtés par les travaillistes et rejetant les conservateurs pourraient s'abstenir le 3 mai, renforçant le courant d'abstention en constante augmentation ces 20 dernières années.

De notre correspondant à Manchester